

États financiers consolidés du

GROUPE CGI INC.

Pour les exercices clos les 30 septembre 2011 et 2010

Rapport de la direction et des auditeurs

DÉCLARATION CONCERNANT LA RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE LA COMMUNICATION D'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction du Groupe CGI inc. (la « Société ») est responsable de la préparation des états financiers consolidés et du rapport de gestion ainsi que de leur intégrité. Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et comportent nécessairement des montants fondés sur les meilleures estimations et sur le jugement de la direction. L'information financière et les résultats d'exploitation présentés ailleurs dans le rapport de gestion correspondent aux états financiers consolidés ci-joints.

Afin de s'acquitter des responsabilités qui lui incombent en matière de fiabilité de l'information financière et de protection des actifs de la Société, la direction s'est dotée de systèmes de contrôle interne soutenus par des règles écrites d'éthique et de conduite professionnelle. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière et les états financiers consolidés de la Société sont soumis à l'examen des auditeurs indépendants, Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L., dont le rapport est présenté ci-après. Les auditeurs indépendants ont été nommés par les actionnaires de la Société afin de réaliser un audit intégré des états financiers consolidés de la Société et du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société. En outre, le Comité de gestion de la Société passe en revue les obligations d'information et supervise le fonctionnement des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société.

Les membres du Comité d'audit et de gestion des risques du conseil d'administration, qui siègent tous à titre d'administrateurs indépendants de la Société, rencontrent périodiquement les auditeurs indépendants ainsi que la direction pour discuter des contrôles internes dans le processus d'information financière et des questions relatives à l'audit et à l'information financière, et soumettent des recommandations appropriées au conseil d'administration. Les auditeurs indépendants peuvent consulter librement et en tout temps le Comité d'audit et de gestion des risques. Le conseil d'administration a examiné les états financiers consolidés ainsi que le rapport de gestion et les a approuvés.

Le président et chef de la direction,

(signé)

Michael E. Roach

Le 9 novembre 2011

Le vice-président exécutif et chef de la direction financière,

(signé)

R. David Anderson

RAPPORT DE LA DIRECTION SUR LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Il incombe à la direction de la Société d'établir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière et d'en maintenir l'efficacité. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société consiste en un processus conçu de manière à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et de la préparation des états financiers consolidés de la Société aux fins de publication, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société comprend des politiques et des procédures qui :

- ont trait à la tenue de dossiers décrivant avec exactitude et fidélité, et de manière raisonnablement détaillée, les opérations et les cessions d'actifs de la Société;
- fournissent l'assurance raisonnable que les opérations sont comptabilisées de manière appropriée pour permettre l'établissement des états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, et que les encaissements et les décaissements de la Société sont effectués selon les autorisations de la direction et des administrateurs de la Société;
- fournissent l'assurance raisonnable que des mesures sont prises pour prévenir et déceler en temps opportun l'acquisition, l'utilisation ou la cession non autorisées d'actifs de la Société qui pourraient avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

Tous les contrôles internes comportent des limites inhérentes. Par conséquent, même si le contrôle interne à l'égard de l'information financière a été jugé efficace, il ne peut fournir qu'une assurance raisonnable. Les projections de toute évaluation de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière pour des périodes ultérieures sont assujetties au risque que les contrôles internes deviennent inadéquats en raison de l'évolution des conditions, ou que le niveau de conformité aux politiques ou aux procédures diminue.

L'évaluation de la direction comportait une exclusion. Notre participation dans une coentreprise a été exclue de notre évaluation, car la direction n'est en mesure ni de dicter, ni de modifier ni, en pratique, d'évaluer les contrôles internes à l'égard de l'information financière de cette coentreprise. Notre participation dans la coentreprise représente environ 1 % de notre actif total consolidé au 30 septembre 2011 et environ 2 % de nos produits consolidés pour l'exercice clos à cette date. Nous avons évalué les contrôles internes de la Société liés à l'inclusion de notre quote-part des résultats de la coentreprise pour l'exercice dans nos états financiers consolidés.

À la fin de l'exercice 2011 de la Société, la direction a évalué l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société en fonction du cadre établi dans le document intitulé *Internal Control – Integrated Framework*, publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission. Sur la base de cette évaluation, la direction a déterminé qu'au 30 septembre 2011, le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société était efficace.

L'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société au 30 septembre 2011 a été auditée par les auditeurs indépendants de la Société, comme il est énoncé dans leur rapport figurant à la page 4.

Le président et chef de la direction,

(signé)

Michael E. Roach

Le 9 novembre 2011

Le vice-président exécutif et chef de la direction financière,

(signé)

R. David Anderson

RAPPORT DU CABINET D'EXPERTS-COMPTABLES INSCRIT INDÉPENDANT SUR LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Au conseil d'administration et aux actionnaires du Groupe CGI inc.

Nous avons effectué l'audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière du Groupe CGI inc. (la « Société ») au 30 septembre 2011, en fonction des critères établis dans le document intitulé *Internal Control – Integrated Framework*, publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission (les « critères du COSO »). Il incombe à la direction de la Société de maintenir l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière et de procéder à l'évaluation de l'efficacité de celui-ci, tel qu'inclus dans le rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société en nous fondant sur notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes du Public Company Accounting Oversight Board des États-Unis. Ces normes exigent que l'audit soit planifié et exécuté de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière a été maintenue à tous les égards importants. Notre audit a consisté à acquérir une compréhension du contrôle interne à l'égard de l'information financière, à évaluer le risque qu'une faiblesse importante existe, à tester et à évaluer l'efficacité de la conception et du fonctionnement du contrôle interne basé sur l'évaluation du risque, et à mettre en œuvre d'autres procédures que nous avons jugées nécessaires selon les circonstances. Nous estimons que notre audit constitue un fondement raisonnable à l'expression de notre opinion.

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une société consiste en un processus conçu de manière à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et de la préparation des états financiers aux fins de publication, conformément aux principes comptables généralement reconnus. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une société comprend les conventions et les procédures qui : 1) ont trait à la tenue de dossiers décrivant avec exactitude et fidélité, et de manière raisonnablement détaillée, les opérations et les cessions d'actifs de la Société; 2) fournissent l'assurance raisonnable que les opérations sont comptabilisées de manière appropriée pour permettre l'établissement des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus et que les encaissements et les décaissements de la Société sont effectués selon les autorisations de la direction et des administrateurs de la Société; 3) fournissent l'assurance raisonnable que des mesures sont prises pour prévenir et déceler en temps opportun l'acquisition, l'utilisation ou la cession non autorisées d'actifs de la Société qui pourraient avoir une incidence importante sur les états financiers.

En raison des limites qui lui sont inhérentes, il se peut que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de détecter certaines inexactitudes. Les projections de toute évaluation de l'efficacité pour des périodes ultérieures sont également assujetties au risque que les contrôles internes deviennent inadéquats en raison de l'évolution des conditions, ou que le niveau de conformité aux conventions ou aux procédures diminue.

Comme il est mentionné dans le rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière ci-joint, l'évaluation par la direction de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière et sa conclusion à cet égard ne comprenaient pas les contrôles internes de sa participation dans la coentreprise, laquelle est prise en compte dans les états financiers consolidés de 2011 de la Société et qui constituait environ 1 % de l'actif total au 30 septembre 2011 et environ 2 % des produits pour l'exercice clos à cette date.

À notre avis, la Société maintenait, à tous les égards importants, un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière au 30 septembre 2011, selon les critères du COSO.

Nous avons également effectué l'audit, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada et aux normes du Public Company Accounting Oversight Board des États-Unis, des états financiers consolidés de la Société au 30 septembre 2011 et pour l'exercice clos à cette date. Notre rapport, daté du 9 novembre 2011, exprime une opinion sans réserve sur ces états financiers.

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.¹

Ernst & Young s.r.l. / S.E.N.C.R.L.

Comptables agréés

Montréal, Canada

Le 9 novembre 2011

1. CA auditeur permis n° 15859

RAPPORT DU CABINET D'EXPERTS-COMPTABLES INSCRIT INDÉPENDANT SUR LES ÉTATS FINANCIERS

Au conseil d'administration et aux actionnaires du Groupe CGI inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints du Groupe CGI inc. (la « Société »), qui comprennent les bilans consolidés aux 30 septembre 2011 et 2010, et les états consolidés des résultats, du résultat étendu, des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie pour chacun des exercices compris dans la période de deux ans close le 30 septembre 2011, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada et les normes du Public Company Accounting Oversight Board des États-Unis. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, et notamment de leur évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, les auditeurs prennent en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances. Un audit comprend également des tests des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers consolidés et l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 30 septembre 2011 et 2010, ainsi que de ses résultats d'exploitation et de ses flux de trésorerie pour chacun des exercices compris dans la période de deux ans close le 30 septembre 2011 conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

Observations

Comme il est mentionné à la note 2 a) afférente aux états financiers consolidés, la Société a adopté, le 1^{er} octobre 2010, les exigences de l'abrége n° 175, *Accords de prestations multiples générateurs de produits*, des délibérations du Comité sur les problèmes nouveaux. Comme il est mentionné à la note 29, la Société a adopté, le 1^{er} octobre 2010, les exigences de

l'Accounting Standards Update (« ASU ») No. 2009-13, *Multiple-Deliverable Revenue Arrangements* et de l'ASU 2009-14, *Certain Revenue Arrangements that include Software Elements*, publiés par le Financial Accounting Standards Board.

Comme il est mentionné à la note 2 b) afférente aux états financiers consolidés, en 2010, la Société a adopté les exigences du chapitre 1582, « Regroupements d'entreprises », du chapitre 1601, « États financiers consolidés », du chapitre 1602, « Participations ne donnant pas le contrôle » et du chapitre 3862 (dans sa version modifiée), « Instruments financiers – informations à fournir », du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés*. La note 29 explique également qu'en 2010, la Société a adopté les exigences de l'Accounting Standards Codification (« ASC ») Topic 805, *Business Combinations*, publié par le Financial Accounting Standards Board.

Autres points

Les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 30 septembre 2009 ont été audités par d'autres auditeurs dont le rapport daté du 8 novembre 2009 exprimait une opinion sans réserve sur ces états financiers avant les ajustements décrits aux notes 2 b), 23 et 29 des présents états financiers consolidés qui ont été appliqués pour retraiter les états financiers de 2009.

Nous avons également effectué l'audit des ajustements qui ont été appliqués pour retraiter les états financiers consolidés de 2009 pour les modifications décrites à la note 2 b), à la note 23 et à la note 29 des présents états financiers consolidés. À notre avis, ces ajustements sont adéquats et ont été appliqués correctement. Nous n'avions pas pour mission de procéder à un audit ou à un examen des états financiers consolidés de la Société pour 2009, ni de mettre en œuvre des procédures concernant ces états autres que celles visant les ajustements et, par conséquent, nous n'exprimons pas d'opinion ni aucune forme d'assurance sur les états financiers consolidés de 2009 pris dans leur ensemble.

Nous avons également effectué l'audit, conformément aux normes du Public Company Accounting Oversight Board (États-Unis), du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société au 30 septembre 2011, fondé sur les critères établis dans le document intitulé *Internal Control – Integrated Framework*, publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission et notre rapport daté du 9 novembre 2011 exprime une opinion sans réserve sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

*Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.*¹

Ernst & Young s.r.l. / S.E.N.C.R.L.

Comptables agréés

Montréal, Canada

Le 9 novembre 2011

1. CA auditeur permis n° 15859

États financiers consolidés

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

Pour les exercices clos les 30 septembre (en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

| | 2011 | 2010 | 2009 |
|---|------------------|------------------|------------------|
| | \$ | \$ | \$ |
| Produits | 4 323 237 | 3 732 117 | 3 825 161 |
| Charges d'exploitation | | | |
| Coûts des services et frais de vente et d'administration (note 18) | 3 553 192 | 3 025 823 | 3 170 406 |
| Amortissement (note 15) | 211 372 | 195 308 | 195 761 |
| Frais connexes à l'acquisition et coûts d'intégration (note 19 d)) | 3 675 | 20 883 | - |
| Intérêts sur la dette à long terme | 19 395 | 17 123 | 18 960 |
| Revenu d'intérêts | (3 759) | (2 419) | (2 908) |
| Autres (revenus) charges | (3 917) | (952) | 3 569 |
| Gain de change | (3 279) | (916) | (1 747) |
| Gain sur la vente d'immobilisations | - | (469) | - |
| | 3 776 679 | 3 254 381 | 3 384 041 |
| Bénéfice tiré des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices | 546 558 | 477 736 | 441 120 |
| Impôts sur les bénéfices (note 17) | 111 493 | 114 970 | 125 223 |
| Bénéfice tiré des activités poursuivies | 435 065 | 362 766 | 315 897 |
| Bénéfice tiré des activités abandonnées, déduction faite des impôts sur les bénéfices (note 20) | - | - | 1 308 |
| Bénéfice net | 435 065 | 362 766 | 317 205 |
| Attribuable : | | | |
| Aux actionnaires du Groupe CGI inc. | | | |
| Bénéfice tiré des activités poursuivies | 434 809 | 362 386 | 315 158 |
| Bénéfice tiré des activités abandonnées | - | - | 1 308 |
| Bénéfice net attribuable aux actionnaires du Groupe CGI inc. | 434 809 | 362 386 | 316 466 |
| À la participation ne donnant pas le contrôle | | | |
| Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle | 256 | 380 | 739 |
| Bénéfice net | 435 065 | 362 766 | 317 205 |
| Bénéfice de base par action attribuable aux actionnaires du Groupe CGI inc. | | | |
| Activités poursuivies (note 14) | 1,64 | 1,27 | 1,03 |
| Activités abandonnées | - | - | - |
| | 1,64 | 1,27 | 1,03 |
| Bénéfice dilué par action attribuable aux actionnaires du Groupe CGI inc. | | | |
| Activités poursuivies (note 14) | 1,58 | 1,24 | 1,02 |
| Activités abandonnées | - | - | - |
| | 1,58 | 1,24 | 1,02 |

Se reporter aux notes complémentaires aux états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT ÉTENDU

| Pour les exercices clos les 30 septembre (en milliers de dollars canadiens) | 2011 | 2010 | 2009 |
|--|----------------|----------------|----------------|
| | \$ | \$ | \$ |
| Bénéfice net | 435 065 | 362 766 | 317 205 |
| Gains nets (pertes nettes) non réalisé(e)s découlant de la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes (déduction faite des impôts sur les bénéfices) | 11 716 | (53 598) | 6 249 |
| (Pertes nettes) gains nets non réalisé(e)s sur la conversion de la dette à long terme désignée comme une couverture d'un investissement net dans des établissements étrangers autonomes (déduction faite des impôts sur les bénéfices) | (4 695) | 15 806 | 15 739 |
| (Pertes nettes) gains nets non réalisé(e)s sur les couvertures de flux de trésorerie (déduction faite des impôts sur les bénéfices) | (9 197) | 2 036 | 13 446 |
| Gains nets non réalisés sur les placements disponibles à la vente (déduction faite des impôts sur les bénéfices) | 2 352 | - | - |
| Autres éléments du résultat étendu (note 16) | 176 | (35 756) | 35 434 |
| Résultat étendu | 435 241 | 327 010 | 352 639 |
| Attribuable : | | | |
| Aux actionnaires du Groupe CGI inc. | 434 985 | 326 630 | 351 900 |
| À la participation ne donnant pas le contrôle | 256 | 380 | 739 |

Se reporter aux notes complémentaires aux états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS

| Pour les exercices clos les 30 septembre (en milliers de dollars canadiens) | 2011 | 2010 | 2009 |
|---|------------------|------------------|------------------|
| | \$ | \$ | \$ |
| Bénéfices non répartis au début de l'exercice | 1 196 386 | 1 182 237 | 921 380 |
| Bénéfice net attribuable aux actionnaires du Groupe CGI inc. | 434 809 | 362 386 | 316 466 |
| Excédent du prix d'achat sur la valeur comptable des actions subalternes classe A rachetées (note 12) | (225 019) | (347 940) | (55 609) |
| Variation d'un investissement dans une filiale (note 19 b)) | (811) | (297) | - |
| Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice | 1 405 365 | 1 196 386 | 1 182 237 |

Se reporter aux notes complémentaires aux états financiers consolidés.

BILANS CONSOLIDÉS

| Aux 30 septembre (en milliers de dollars canadiens) | 2011 | 2010 |
|---|-----------|-----------|
| | \$ | \$ |
| Actif | | |
| Actif à court terme | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 3) | 157 761 | 127 824 |
| Placements à court terme | 10 166 | 13 196 |
| Débiteurs (note 4) | 494 755 | 423 926 |
| Travaux en cours | 400 203 | 358 984 |
| Charges payées d'avance et autres actifs à court terme | 104 170 | 76 844 |
| Impôts sur les bénéfices | 4 252 | 7 169 |
| Impôts futurs (note 17) | 3 522 | 16 509 |
| Total de l'actif à court terme avant les fonds détenus pour des clients | 1 174 829 | 1 024 452 |
| Fonds détenus pour des clients (note 5) | 247 622 | 248 695 |
| Total de l'actif à court terme | 1 422 451 | 1 273 147 |
| Immobilisations (note 6) | 251 668 | 238 024 |
| Actifs incorporels (note 7) | 407 887 | 516 754 |
| Autres actifs à long terme (note 8) | 55 914 | 42 261 |
| Impôts futurs (note 17) | 11 601 | 11 592 |
| Écart d'acquisition (note 9) | 2 536 022 | 2 525 413 |
| | 4 685 543 | 4 607 191 |
| Passif | | |
| À court terme | | |
| Découvert bancaire (note 3) | 75 538 | - |
| Créditeurs et charges à payer | 321 745 | 304 376 |
| Rémunération à payer | 189 969 | 191 486 |
| Produits reportés | 154 813 | 145 793 |
| Impôts sur les bénéfices | 53 841 | 86 877 |
| Impôts futurs (note 17) | 20 389 | 26 423 |
| Tranche à court terme de la dette à long terme (note 11) | 402 534 | 114 577 |
| Total du passif à court terme avant les obligations liées aux fonds des clients | 1 218 829 | 869 532 |
| Obligations liées aux fonds des clients | 244 660 | 248 695 |
| Total du passif à court terme | 1 463 489 | 1 118 227 |
| Impôts futurs (note 17) | 146 889 | 170 683 |
| Dette à long terme (note 11) | 603 147 | 1 039 299 |
| Autres passifs à long terme (note 10) | 125 662 | 119 899 |
| | 2 339 187 | 2 448 108 |
| Engagements, éventualités et garanties (note 26) | | |
| Capitaux propres | | |
| Bénéfices non répartis | 1 405 365 | 1 196 386 |
| Cumul des autres éléments du résultat étendu (note 16) | (321 570) | (321 746) |
| | 1 083 795 | 874 640 |
| Capital-actions (note 12) | 1 178 559 | 1 195 069 |
| Surplus d'apport (note 13 c)) | 84 002 | 82 922 |
| Capitaux propres attribuables aux actionnaires du Groupe CGI inc. | 2 346 356 | 2 152 631 |
| Capitaux propres attribuables à la participation ne donnant pas le contrôle | - | 6 452 |
| | 2 346 356 | 2 159 083 |
| | 4 685 543 | 4 607 191 |

Se reporter aux notes complémentaires aux états financiers consolidés

Approuvé par le conseil

(signé)
Michael E. Roach
Administrateur

(signé)
Serge Godin
Administrateur

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

| Pour les exercices clos les 30 septembre (en milliers de dollars canadiens) | 2011 | 2010 | 2009 |
|--|---------------|----------------|----------------|
| | \$ | \$ | \$ |
| Activités d'exploitation | | | |
| Bénéfice tiré des activités poursuivies | 435 065 | 362 766 | 315 897 |
| Ajustements pour : | | | |
| Amortissement (note 15) | 229 925 | 219 740 | 218 087 |
| Impôts futurs (note 17) | (15 886) | (21 417) | 29 300 |
| (Gain) perte de change | (950) | (828) | 723 |
| Rémunération à base d'actions | 15 421 | 15 517 | 8 617 |
| Gain sur la vente d'immobilisations | - | (469) | - |
| Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement (note 22 a)) | (92 360) | (22 942) | 57 620 |
| Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies | 571 215 | 552 367 | 630 244 |
| Activités d'investissement | | | |
| Variation nette des placements à court terme | 1 984 | (12 940) | - |
| Acquisitions d'entreprises (déduction faite de la trésorerie acquise) | (618) | (899 564) | (997) |
| Produit tiré de la vente d'actifs et d'entreprises (déduction faite de la trésorerie cédée) | 4 104 | 4 100 | 4 991 |
| Acquisitions d'immobilisations | (65 255) | (47 684) | (69 212) |
| Produit tiré de la cession d'immobilisations | - | 896 | - |
| Acquisitions d'actifs incorporels | (55 983) | (69 722) | (62 367) |
| Achat de placements à long terme | (14 204) | - | - |
| Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement poursuivies | (129 972) | (1 024 914) | (127 585) |
| Activités de financement | | | |
| Variation nette des facilités de crédit | (104 278) | 856 710 | (12 811) |
| Remboursement de la dette à long terme | (129 741) | (125 168) | (117 752) |
| Produit tiré du règlement de contrats à terme (note 11) | (1 275) | - | 18 318 |
| Achat d'actions subalternes classe A détenues en fiducie (note 12) | (2 566) | - | - |
| Rachat d'actions subalternes classe A (compte tenu des coûts de rachat des actions) (note 12) | (305 028) | (516 699) | (101 698) |
| Émission d'actions | 52 091 | 53 039 | 16 141 |
| Variation d'un investissement dans une filiale (note 19 b)) | (811) | (571) | (425) |
| Flux de trésorerie (affectés aux) provenant des activités de financement poursuivies | (491 608) | 267 311 | (198 227) |
| Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie et le découvert bancaire des activités poursuivies | 4 764 | (10 367) | (11 300) |
| (Diminution) augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie des activités poursuivies, déduction faite du découvert bancaire | (45 601) | (215 603) | 293 132 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie, déduction faite du découvert bancaire, provenant des activités abandonnées (note 20) | - | - | 161 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie, déduction faite du découvert bancaire, au début de l'exercice | 127 824 | 343 427 | 50 134 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie, déduction faite du découvert bancaire, à la fin de l'exercice (note 3) | 82 223 | 127 824 | 343 427 |

Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 22)
Se reporter aux notes complémentaires aux états financiers consolidés.

Note 1 Description des activités

Le Groupe CGI inc. (la « Société »), directement ou par l'intermédiaire de ses filiales, gère des services en technologies de l'information (« services en TI »), ainsi que des services en gestion des processus d'affaires, afin d'aider ses clients à réaliser leurs stratégies de façon efficace tout en créant de la valeur ajoutée. Les services de la Société comprennent la gestion des TI et des processus d'affaires (« impartition »), l'intégration de systèmes et des services-conseils, ainsi que la vente de licences d'utilisation de logiciels.

Note 2 Sommaire des principales conventions comptables

Les états financiers consolidés sont préparés selon les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada, lesquels diffèrent à certains égards importants des PCGR des États-Unis. Un rapprochement entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis est présenté à la note 29. Certains chiffres correspondants des périodes précédentes ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée en 2011.

MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

a) Comptabilisation des produits

Le 1^{er} octobre 2010, la Société a adopté de manière anticipée les règles comptables suivantes :

- i) L'abrégié n° 175 (« CPN-175 »), *Accords de prestations multiples générateurs de produits*, des délibérations du Comité sur les problèmes nouveaux (« CPN ») publié en décembre 2009 par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA »), qui modifie le CPN n° 142, *Accords de prestations multiples générateurs de produits*. Le CPN-175 est l'équivalent de l'Accounting Standards Update, (« ASU ») No. 2009-13 (« ASU 2009-13 »), *Multiple-Deliverable Revenue Arrangements*, des PCGR des États-Unis, publié par le Financial Accounting Standards Board (« FASB »). Il s'applique aux accords qui comportent des prestations multiples qui ne sont pas comptabilisées selon d'autres directives spécifiques, comme l'Accounting Standards Codification (ASC) Topic 985-605 (ASC 985-605), *Software – Revenue Recognition*. Le nouvel abrégé modifie les exigences visant à établir des unités de comptabilisation distinctes dans un accord de prestations multiples et exige que la contrepartie soit répartie entre chaque unité de comptabilisation distincte, en fonction de leurs prix de vente relatifs. Selon cette méthode, le prix de vente de chaque unité de comptabilisation distincte est déterminé à l'aide d'une preuve objective émanant du fournisseur (« preuve interne »), s'il en existe, ou sinon, d'une preuve émanant d'un tiers (« preuve externe »), ou en l'absence de preuve interne ou externe, de la meilleure estimation du prix de vente de la prestation. La méthode du montant résiduel n'est plus permise aux fins de la répartition de la contrepartie liée à l'accord. Le CPN-175 exige davantage d'informations à fournir relativement aux accords de prestations multiples.
- ii) L'ASU No. 2009-14 (ASU 2009-14), *Certain Revenue Arrangements that Include Software Elements*, le PCGR des États-Unis publié par le FASB en guise d'amendement à l'ASC 985-605, modifie la portée des dispositions sur la comptabilisation des produits tirés de logiciels pour en exclure les produits physiques comprenant des composantes logicielles et non logicielles dont l'interaction est essentielle au fonctionnement du produit physique. En l'absence de dispositions précises portant sur la comptabilisation des produits tirés de logiciels selon les PCGR du Canada, la Société applique celles qui sont conformes aux PCGR des États-Unis.

L'adoption des normes comptables mentionnées ci-dessus, qui ont été appliquées prospectivement aux accords de prestations multiples générateurs de produits conclus ou modifiés significativement à compter du 1^{er} octobre 2010, n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société. Aucune modification majeure n'a résulté de cette adoption, que ce soit par rapport aux unités de comptabilisation des accords à prestations multiples de la Société, à la façon dont la Société répartit la contrepartie liée aux accords ainsi qu'au mode et au moment de la comptabilisation des produits.

Note 2 Sommaire des principales conventions comptables (suite)

b) Regroupements d'entreprises

Le 1^{er} octobre 2009, la Société a adopté de manière anticipée les chapitres suivants du Manuel publiés par l'ICCA :

- i) Le chapitre 1582, « Regroupements d'entreprises », qui remplace le chapitre 1581, « Regroupements d'entreprises ». Le chapitre établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises. Selon le nouveau chapitre, dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, l'acquéreur comptabilise la plupart des actifs acquis et des passifs pris en charge au moment de l'acquisition à leur juste valeur à la date d'acquisition, y compris les participations ne donnant pas le contrôle et les contreparties conditionnelles. La variation ultérieure de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle classée à titre de passif est comptabilisée en résultat. Les frais connexes à l'acquisition et les coûts d'intégration doivent aussi être passés en charges à mesure qu'ils sont engagés plutôt que considérés comme faisant partie de la répartition du prix d'acquisition. De plus, les changements d'estimations liés aux actifs d'impôts futurs après la période d'évaluation sont constatés comme étant une charge d'impôts sur les bénéfices plutôt que portés en réduction de l'écart d'acquisition, avec application prospective visant tous les regroupements d'entreprises sans égard à la date d'acquisition.
- ii) Le chapitre 1601, « États financiers consolidés », et le chapitre 1602, « Participations ne donnant pas le contrôle », remplacent le chapitre 1600, « États financiers consolidés ». Le chapitre 1601 définit des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés. Le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation ne donnant pas le contrôle dans une filiale. Selon le chapitre 1602, la Société doit présenter les participations ne donnant pas le contrôle comme un élément distinct des capitaux propres aux bilans consolidés plutôt qu'à titre de passif. Les opérations entre une entité et une participation ne donnant pas le contrôle sont traitées comme des opérations portant sur les capitaux propres. De plus, la répartition du bénéfice net et du résultat étendu entre les actionnaires de la Société et les participations ne donnant pas le contrôle est présentée de manière distincte dans les états consolidés des résultats et du résultat étendu. Auparavant, les participations ne donnant pas le contrôle étaient comptabilisées en déduction du bénéfice net et du total du résultat étendu.

Conformément aux dispositions transitoires, ces chapitres ont été appliqués de manière prospective (à partir du 1^{er} octobre 2009), à l'exception des exigences de présentation de la participation ne donnant pas le contrôle, lesquelles doivent être appliquées rétrospectivement et ont été présentées dans les états financiers consolidés de 2010.

UTILISATION D'ESTIMATIONS

La préparation des états financiers consolidés conformément aux PCGR du Canada exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur le montant des actifs, des passifs et des capitaux propres et sur les renseignements fournis quant aux actifs et aux passifs éventuels à la date des états financiers consolidés ainsi que sur les montants des produits et des charges constatés au cours de la période considérée. Étant donné que la présentation de l'information financière suppose l'utilisation d'estimations, les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les éléments faisant l'objet d'estimations importantes comprennent, sans s'y limiter, la répartition du prix d'acquisition des regroupements d'entreprises, les impôts sur les bénéfices, les éventualités et les autres passifs, la comptabilisation des produits, la rémunération à base d'actions, les crédits d'impôt à l'investissement et les programmes gouvernementaux, la dépréciation des actifs à long terme et l'écart d'acquisition.

Note 2 Sommaire des principales conventions comptables (suite)

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et de ses filiales. Tous les soldes et toutes les opérations intersociétés ont été éliminés. Les entreprises qui sont sous contrôle conjoint sont comptabilisées selon la méthode de la consolidation proportionnelle.

COMPTABILISATION DES PRODUITS, TRAVAUX EN COURS ET PRODUITS REPORTÉS

La Société génère des produits essentiellement au moyen de la prestation de services en TI et en gestion des processus d'affaires, tel qu'indiqué à la note 1.

La Société fournit des services et des biens dans le cadre d'accords comportant divers mécanismes d'établissement des prix. Les produits sont constatés lorsque les critères de comptabilisation de base suivants sont respectés : il y a des preuves convaincantes de l'existence d'un accord; les services ont été rendus ou la livraison a eu lieu; le prix que l'acheteur doit payer est déterminé ou déterminable et le recouvrement est raisonnablement assuré.

Certains accords de la Société peuvent comprendre des clauses d'acceptation par le client. Chaque clause est étudiée pour déterminer si le processus de génération du profit est complété lorsque le service est rendu. Il n'est pas toujours nécessaire d'obtenir une acceptation formelle du client pour comptabiliser les produits à condition que la Société fasse la démonstration objective que les critères stipulés dans les clauses d'acceptation sont remplis. Parmi les critères revus, notons les accords semblables signés par le passé, si ces clauses sont uniques au client ou si elles s'appliquent à tous les accords, la durée des modalités d'acceptation et les antécédents spécifiques au client.

Les produits tirés d'accords liant la rémunération aux gains réalisés par le client sont comptabilisés uniquement dans la mesure où il est prévisible, avec un degré raisonnable de certitude, que les bénéfices résultant de ces accords généreront la valeur sur laquelle la comptabilisation des produits repose.

Les produits tirés de la vente de produits de tiers fournisseurs, comme les licences d'utilisation de logiciels, ou les services, sont comptabilisés sur la base du montant brut si la Société agit pour son propre compte dans le cadre de l'opération et sont comptabilisés sur la base du montant net si la Société agit à titre d'intermédiaire entre le client et le tiers fournisseur. Plusieurs facteurs sont généralement à considérer pour déterminer si la Société agit pour son propre compte ou à titre d'intermédiaire, à savoir si la Société est le principal obligé du client, si elle ajoute une valeur significative au produit ou au service du fournisseur ou si elle assume des risques de livraison et de crédit.

Les provisions pour pertes estimatives au titre d'un contrat, s'il y a lieu, sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle la perte est déterminée. Les pertes relatives à un contrat correspondent à l'excédent des coûts estimatifs sur le total des produits estimatifs du contrat.

Accords de prestations multiples

La Société conclut des accords de prestations multiples qui peuvent combiner les services en TI et en gestion des processus d'affaires. Les lignes directrices suivantes sont appliquées pour déterminer comment séparer des accords de prestations multiples en unités de comptabilisation distinctes et répartir la contrepartie totale liée à l'accord entre ces unités de comptabilisation distinctes.

Note 2 Sommaire des principales conventions comptables (suite)

a) Prestations non liées à des logiciels

Les accords conclus ou modifiés significativement à compter du 1^{er} octobre 2010 sont assujettis aux dispositions du CPN-175 qui a été adopté par la Société au début de l'exercice 2011, comme mentionné à la rubrique « Modifications de conventions comptables ». Selon la nouvelle norme comptable, la contrepartie totale de l'accord est répartie entre chaque prestation considérée comme une unité de comptabilisation distincte lorsque : 1) la prestation fournie a une valeur en soi pour le client, et que 2) dans le cadre d'un accord qui prévoit un droit de retour général relativement à la prestation fournie, l'exécution de la prestation non fournie est jugée probable et dépend pour l'essentiel de la Société. Si ces critères sont respectés, la contrepartie totale de l'accord est répartie entre les unités de comptabilisation distinctes en fonction de leurs prix de vente relatifs. Selon cette méthode, le prix de vente de chaque unité de comptabilisation distincte est déterminé à l'aide d'une preuve interne, s'il en existe, ou sinon, d'une preuve externe, ou en l'absence de preuve interne ou externe, de la meilleure estimation du prix de vente de la prestation. La preuve interne du prix de vente est déterminée en fonction du prix demandé par la Société pour une prestation lorsqu'elle est vendue séparément. La preuve externe du prix de vente est déterminée en fonction des prix demandés par le fournisseur ou des concurrents pour des prestations similaires. La meilleure estimation du prix de vente est le prix qui serait demandé par la Société si elle vendait couramment la prestation en cause séparément. Un certain nombre de facteurs internes et externes sont pris en compte dans l'estimation du prix de vente, notamment les régions géographiques, les politiques de prix de la Société, les coûts internes et les marges brutes.

Les accords qui étaient déjà en vigueur au 30 septembre 2010 et qui n'ont pas été modifiés significativement par la suite restent assujettis à la norme précédemment en vigueur. Conformément à la norme antérieure, si un accord comportait des prestations multiples, la valeur totale de l'accord était répartie entre les unités de comptabilisation distinctes lorsque : 1) la prestation fournie avait une valeur en soi pour le client; 2) il existait des preuves objectives et fiables de la juste valeur de la prestation non fournie; et 3) dans un accord prévoyant un droit de retour général relativement à la prestation fournie, l'exécution de la prestation non fournie était jugée probable et dépendait pour l'essentiel de la Société. Si ces critères étaient respectés, la contrepartie totale de l'accord était répartie entre les unités de comptabilisation distinctes en fonction de leurs justes valeurs relatives. Tel qu'il est indiqué ci-dessus, la juste valeur était déterminée en fonction des preuves internes ou externes. En l'absence de preuve de la juste valeur de la prestation fournie, la méthode du montant résiduel pouvait être appliquée aux fins de la répartition de la contrepartie. Selon cette méthode, le montant de la contrepartie attribué aux prestations fournies correspondait à la différence entre le total de la contrepartie prévue à l'accord et le total de la juste valeur des prestations non fournies, déterminée en fonction de preuves internes ou externes.

b) Prestations liées à des logiciels

Les accords comportant des prestations multiples peuvent comprendre plus d'une prestation liée à des logiciels, notamment la vente de licences d'utilisation de logiciels, la prestation de services d'intégration de systèmes et services-conseils relatifs aux licences d'utilisation de logiciels et le soutien postcontractuel au client. La contrepartie totale de l'accord est répartie à chaque unité de comptabilisation distincte lorsque : 1) les prestations non fournies ne sont pas essentielles à la fonctionnalité d'une prestation fournie et 2) qu'il existe des preuves objectives et fiables de la juste valeur des prestations non fournies. Si ces critères sont respectés, la contrepartie totale de l'accord est répartie entre les unités de comptabilisation distinctes en fonction de leur juste valeur relative, ou de la méthode résiduelle si l'on peut déterminer la juste valeur de toutes les prestations non fournies, mais non celle des prestations fournies. Tel qu'il est indiqué ci-dessus, la juste valeur est déterminée en fonction des preuves internes.

c) Prestations liées à des logiciels et non liées à des logiciels

Dans les accords qui combinent des prestations liées à des logiciels et non liées à des logiciels, la Société attribue d'abord la contrepartie totale de l'accord à l'ensemble des prestations liées à des logiciels et à chaque prestation non liée à des logiciels en fonction de leur prix de vente relatif. La société répartit ensuite la contrepartie des prestations liées à des logiciels entre les prestations respectives de logiciels selon les directives mentionnées au point b), « Prestations liées à des logiciels ».

Note 2 Sommaire des principales conventions comptables (suite)

La plupart des prestations prévues dans les accords de prestations multiples de la Société sont considérées comme des unités de comptabilisation distinctes. Une prestation qui n'est pas admissible à titre d'unité de comptabilisation distincte est intégrée dans une unité de comptabilisation et la méthode appropriée de comptabilisation des produits est appliquée.

Une fois que la Société a établi les unités de comptabilisation distinctes d'un contrat et réparti la contrepartie totale entre chaque unité de comptabilisation distincte, la Société comptabilise les produits de la façon décrite ci-après.

Impartition

Les produits tirés des accords d'impartition fondés sur le temps et les ressources et sur des prix unitaires sont généralement comptabilisés aux prix contractuels à mesure que les services sont rendus. Si les prix unitaires contractuels fluctuent au cours de la durée de l'entente, la Société détermine s'il est plus approprié de comptabiliser les produits en fonction des prix unitaires moyens sur la durée de l'accord ou selon les prix contractuels.

Les produits tirés des accords d'impartition fondés sur des prix fixes sont comptabilisés selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de l'entente, sans égard aux montants facturés, sauf s'il existe une meilleure façon de mesurer la performance ou la prestation de services.

Intégration de systèmes et de services-conseils

Les produits tirés des accords d'intégration de systèmes et de services-conseils fondés sur le temps et les ressources sont comptabilisés à mesure que les services sont fournis. Les produits tirés des accords d'intégration de systèmes et de services-conseils fondés sur les coûts sont comptabilisés à mesure que les coûts remboursables sont engagés.

Les produits tirés des services d'intégration de systèmes et de services-conseils dans le cadre d'accords à prix fixe et d'accords comportant des prestations liées à des logiciels, dont les services de mise en œuvre sont essentiels au fonctionnement du logiciel ou lorsque le logiciel nécessite une importante personnalisation, sont comptabilisés en fonction de la méthode de l'avancement des travaux au cours de la période de mise en œuvre. La Société emploie les coûts de la main-d'œuvre ou le nombre d'heures de travail pour mesurer le degré d'avancement des travaux. Cette méthode se fonde sur des estimations du total des coûts de main-d'œuvre ou du nombre total d'heures de travail prévu pour fournir le service, qui sont comparées aux coûts de la main-d'œuvre ou aux heures engagées pour évaluer le pourcentage des produits gagnés. La direction révisé régulièrement les estimations sous-jacentes au total des coûts de main-d'œuvre ou au nombre total d'heures de travail prévu. Les révisions des estimations sont comptabilisées dans l'état consolidé des résultats de la période au cours de laquelle les faits à l'origine de la révision deviennent connus.

Licences d'utilisation de logiciels et soutien postcontractuel aux clients

Les produits tirés des licences d'utilisation de logiciels sont comptabilisés à la livraison lorsque les licences d'utilisation de logiciels peuvent être considérées comme une unité de comptabilisation distincte et que les critères de comptabilisation de base sont respectés.

Les produits tirés du soutien postcontractuel aux clients pour les licences d'utilisation de logiciels vendues et mises en œuvre sont comptabilisés de façon proportionnelle sur la durée de l'accord.

Travaux en cours et produits reportés

L'excédent des montants comptabilisés à titre de produits sur les montants facturés est classé dans les travaux en cours. Les montants perçus avant la livraison des biens ou la prestation des services sont classés dans les produits reportés.

Note 2 Sommaire des principales conventions comptables (suite)

REMBOURSEMENTS

Les remboursements, y compris les remboursements relatifs aux frais de déplacement et aux autres frais semblables, ainsi que d'autres frais pour le compte de tiers, tels que les frais de revente de matériel et de logiciels, sont compris dans les produits, et les charges correspondantes sont incluses dans les coûts des services lorsque la Société juge que les coûts satisfont aux critères de comptabilisation des produits bruts.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent principalement l'encaisse non affectée et les placements à court terme dont l'échéance initiale est d'au plus trois mois.

PLACEMENTS À COURT TERME

Les échéances résiduelles des placements à court terme, composés de dépôts à terme, sont de plus de trois mois, mais d'au plus un an, à la date de leur acquisition.

FONDS DÉTENUS POUR DES CLIENTS ET OBLIGATIONS LIÉES AUX FONDS DES CLIENTS

Dans le cadre des services de paie, de production de déclarations fiscales et de services de règlement, la Société recueille les fonds aux fins du versement des salaires, des impôts et des règlements; conserve temporairement ces fonds jusqu'au moment du paiement; verse les fonds aux employés des clients, aux administrations fiscales compétentes et aux bénéficiaires des demandes de règlement; produit les déclarations fiscales destinées au gouvernement fédéral et aux gouvernements locaux; et prend en charge la correspondance et les révisions réglementaires en découlant. Les fonds détenus pour des clients comprennent des obligations à court et à long terme, et de la trésorerie. La Société présente séparément ces fonds détenus pour des clients ainsi que les obligations relatives à ces fonds. Les fonds détenus pour des clients sont classés comme actifs à court terme puisque, selon les intentions de la direction, ils sont détenus seulement dans le but de respecter les obligations liées aux fonds des clients, lesquels seront remboursés dans un délai d'un an à partir de la date du bilan.

IMMOBILISATIONS

Les immobilisations, y compris celles visées par des contrats de location-acquisition, sont comptabilisées au coût et amorties sur leur durée de vie utile estimative, selon la méthode de l'amortissement linéaire.

| | |
|-----------------------------------|--|
| Bâtiments | 10 à 40 ans |
| Améliorations locatives | Durée de vie utile ou durée du bail, selon la moindre des deux |
| Mobilier, agencements et matériel | 3 à 20 ans |
| Matériel informatique | 3 à 5 ans |

ACTIFS INCORPORELS

Coûts liés à des contrats

Les coûts liés à des contrats sont principalement engagés dans le cadre de l'acquisition et de la mise en œuvre de contrats d'impartition à long terme. Les coûts liés à des contrats sont classés à titre d'actifs incorporels. Ces actifs sont comptabilisés au coût et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des contrats respectifs. Les coûts liés à des contrats comprennent principalement des incitatifs et des coûts de transition.

Il arrive que des incitatifs soient accordés aux clients lors de la signature de contrats d'impartition. Ces incitatifs peuvent être accordés sous la forme de paiements en trésorerie, d'émission d'instruments de capitaux propres ou de réductions accordées principalement pendant une période de transition, comme il est stipulé dans le contrat. Dans le cas d'instruments de capitaux propres, le coût est mesuré selon la juste valeur estimative des instruments à la date de leur octroi. Pour les réductions, le coût est mesuré selon la valeur des engagements financiers accordés. À mesure que les services sont rendus au client, le montant est amorti et comptabilisé en réduction des produits.

Note 2 Sommaire des principales conventions comptables (suite)

Les immobilisations acquises d'un client dans le cadre de contrats d'impartition sont capitalisées comme telles et amorties conformément aux politiques en matière d'amortissement décrites précédemment. L'excédent du montant versé sur la juste valeur des immobilisations acquises dans le cadre d'un contrat d'impartition est considéré comme un incitatif accordé au client et est comptabilisé de la manière décrite dans le paragraphe précédent.

Les coûts de transition comprennent les frais liés à l'installation des systèmes et des processus engagés après l'obtention des contrats d'impartition, la relocalisation des employés mutés et la sortie des installations des clients. Pour les contrats de services en gestion des processus d'affaires, les coûts comprennent principalement les frais liés à la conversion des applications du client sur les plates-formes de la Société. Ces coûts se composent essentiellement du coût de la main-d'œuvre, qui comprend la rémunération et les avantages sociaux connexes, de même que les frais de sous-traitance.

Les coûts liés à l'acquisition et à la mise en œuvre de contrats d'impartition sont passés en charges au fur et à mesure qu'ils sont engagés, sauf dans les cas où il est presque certain que les contrats seront octroyés et que les coûts sont directement liés à l'acquisition du contrat. Les coûts de contrat admissibles sont comptabilisés au coût et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée prévue des contrats respectifs.

Autres actifs incorporels

Les autres actifs incorporels comprennent principalement les logiciels pour utilisation interne, les solutions d'affaires, les licences d'utilisation de logiciels et les relations clients.

Les logiciels pour utilisation interne, les solutions d'affaires et les licences d'utilisation de logiciels sont comptabilisés au coût. Les solutions d'affaires développées en interne et offertes sur le marché sont capitalisées si elles répondent aux critères de capitalisation relatifs à la faisabilité technique, commerciale et financière. Les solutions d'affaires, les licences d'utilisation de logiciels et les relations clients acquises lors de regroupements d'entreprises sont comptabilisées initialement à leur juste valeur fondée sur la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus.

La Société amortit les autres actifs incorporels selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées de vie estimatives suivantes :

| | |
|-------------------------------------|------------|
| Logiciels pour utilisation interne | 2 à 7 ans |
| Solutions d'affaires | 2 à 10 ans |
| Licences d'utilisation de logiciels | 3 à 8 ans |
| Relations clients et autres | 2 à 10 ans |

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS À LONG TERME

Dans le cas où des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable des actifs à long terme, tels que les immobilisations et les actifs incorporels, pourrait ne pas être recouvrable, les flux de trésorerie estimatifs non actualisés sont projetés sur leur durée de vie restante et comparés à la valeur comptable. Lorsque de telles projections indiquent que les flux de trésorerie non actualisés futurs ne sont pas suffisants pour récupérer la valeur comptable des actifs sous-jacents, une charge est comptabilisée afin de ramener la valeur comptable au montant des flux de trésorerie actualisés futurs projetés.

AUTRES ACTIFS À LONG TERME

Les autres actifs à long terme sont constitués principalement d'actifs liés aux régimes de rémunération différée, de placements à long terme, de contrats à terme, de contrats de maintenance à long terme, d'investissements dans des contrats de location-financement et de frais de financement reportés. Les placements à long terme, constitués d'obligations, sont classés à long terme selon les intentions de la direction.

Note 2 Sommaire des principales conventions comptables (suite)

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES ET ÉCART D'ACQUISITION

La Société comptabilise ses regroupements d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, le coût d'une acquisition est évalué comme étant le total de la contrepartie transférée et le montant de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise. Les frais connexes à l'acquisition et coûts d'intégration découlant de regroupements d'entreprises sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés. La Société comptabilise l'écart d'acquisition à la date d'acquisition comme étant l'excédent du coût de l'acquisition par rapport au solde net des actifs identifiables acquis et des passifs repris à leur juste valeur à la date d'acquisition. Les variations subséquentes de la juste valeur sont portées au coût d'acquisition si elles constituent des ajustements au cours de la période d'évaluation. Toutes les autres variations ultérieures sont comptabilisées dans le résultat net.

Dans tous les cas d'acquisition d'entreprises, la Société comptabilise les résultats d'exploitation des entreprises acquises à compter de la date de prise d'effet de chacune des acquisitions.

L'écart d'acquisition est soumis à un test de dépréciation, pour chaque unité d'exploitation, au moins une fois par année ou lorsqu'un événement ou un changement circonstanciel survient et qu'il est plus probable qu'improbable que celui-ci ferait baisser la juste valeur de l'unité d'exploitation en deçà de sa valeur comptable. La Société a désigné le 30 septembre comme date du test de dépréciation annuel. Une perte de valeur, écart entre la valeur comptable de l'écart d'acquisition et sa juste valeur implicite, est comptabilisée lorsque la valeur comptable de l'unité d'exploitation est supérieure à sa juste valeur.

BÉNÉFICE PAR ACTION

Le bénéfice de base par action est établi en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période. Le bénéfice dilué par action est calculé selon la méthode du rachat d'actions afin d'évaluer l'effet dilutif des options sur actions et des unités d'actions liées au rendement (« UAR »).

FRAIS DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT DE LOGICIELS

Les frais de recherche, déduction faite des crédits d'impôt connexes, sont imputés aux résultats de la période au cours de laquelle ils sont engagés. Les frais de développement de logiciels, déduction faite des crédits d'impôt connexes, sont imputés aux résultats de l'exercice au cours duquel ils sont engagés, à moins qu'ils ne répondent aux critères de capitalisation relatifs à la faisabilité technique, commerciale et financière.

CRÉDITS D'IMPÔT

La Société utilise la méthode de réduction du coût pour la comptabilisation des crédits d'impôt. Selon cette méthode, les crédits d'impôt relatifs aux dépenses d'exploitation sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle ces dépenses sont engagées lorsqu'il y a une assurance raisonnable de leur réalisation. Les crédits d'impôt relatifs aux dépenses en immobilisations sont comptabilisés en diminution du coût des actifs lorsqu'il y a une assurance raisonnable de leur réalisation. Les crédits d'impôt sont comptabilisés selon les meilleures estimations de la Société sur les montants qu'elle s'attend à recouvrer et peuvent faire l'objet de vérification par les administrations fiscales.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Les impôts sur les bénéfices sont comptabilisés au moyen de la méthode axée sur le bilan pour la comptabilisation des impôts sur les bénéfices. Les actifs et passifs d'impôts futurs sont déterminés en fonction des écarts temporaires déductibles ou imposables entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs selon des taux d'imposition pratiquement en vigueur qui, selon ce qui est à prévoir, s'appliqueront pendant l'exercice au cours duquel il est prévu que les écarts se résorberont. Une provision pour moins-value est comptabilisée à l'égard d'une partie des actifs d'impôts futurs dans la mesure où il n'est pas plus probable qu'improbable qu'elle sera réalisée.

Note 2 Sommaire des principales conventions comptables (suite)

CONVERSION DES DEVISES

Les produits et les charges libellés en devises sont comptabilisés au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis aux taux de change en vigueur à la date du bilan. Les écarts de conversion réalisés et non réalisés sont comptabilisés dans le bénéfice net.

Les filiales autonomes qui exercent des activités économiques largement indépendantes de la Société sont comptabilisées selon la méthode du cours de clôture. Selon celle-ci, les actifs et les passifs de filiales libellés en devises sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la date du bilan. Les produits et les charges sont convertis aux taux de change moyens en vigueur durant la période. Les gains ou les pertes non réalisés qui en découlent sont comptabilisés à titre de gains (pertes) net(te)s non réalisé(e)s découlant de la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes dans les états consolidés du résultat étendu.

Les comptes des filiales étrangères, qui sont dépendantes de la Société d'un point de vue financier ou de l'exploitation, sont comptabilisés selon la méthode temporelle. Selon celle-ci, les actifs et les passifs monétaires sont convertis aux taux de change en vigueur à la date du bilan, et les actifs et les passifs non monétaires, aux taux de change historiques. Les produits et les charges sont convertis aux taux moyens de la période. Les écarts de conversion de ces filiales sont comptabilisés dans le bénéfice net.

RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS

La Société utilise la méthode de la juste valeur pour comptabiliser les options sur actions et les UAR attribuées en vertu des régimes connexes. La juste valeur des options sur actions et des UAR est comptabilisée en résultat au titre des coûts de rémunération, et un montant correspondant est porté au crédit du surplus d'apport selon la méthode de l'amortissement linéaire au cours de la période d'acquisition des droits rattachés à la totalité de l'attribution. Le nombre d'options sur actions et d'UAR dont les droits, selon ce qui est à prévoir, seront acquis est estimé à la date d'attribution, puis révisé périodiquement. Lorsque les options sur actions sont exercées, toute contrepartie payée par les employés est portée au crédit du capital-actions, et la juste valeur des options comptabilisée dans le surplus d'apport est reclassée dans le capital-actions. Lorsque les UAR sont exercées, leur juste valeur comptabilisée dans le surplus d'apport est reclassée dans le capital-actions.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Tous les actifs financiers désignés comme des actifs détenus jusqu'à l'échéance ou des prêts et créances, de même que les passifs financiers désignés comme autres passifs, sont initialement évalués à la juste valeur, puis au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Tous les actifs et passifs financiers désignés comme étant détenus à des fins de transaction sont évalués à leur juste valeur et les gains et pertes lié(e)s aux réévaluations périodiques sont comptabilisé(e)s dans l'état consolidé des résultats. Tous les actifs financiers désignés comme disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur et tous les gains et pertes non réalisé(e)s, déduction faite des impôts sur les bénéfices applicables, sont comptabilisé(e)s au titre des autres éléments du résultat étendu dans les états consolidés du résultat étendu. Le revenu d'intérêts gagné et les gains et pertes réalisé(e)s sur la vente des actifs disponibles à la vente sont comptabilisés dans l'état consolidé des résultats.

Les coûts de transaction comprennent essentiellement les frais associés aux services juridiques et comptables et tout autre coût directement attribuable à l'émission des actifs et passifs financiers. Les coûts de transaction sont capitalisés au coût des actifs et des passifs financiers autres que ceux classés dans les instruments détenus à des fins de transaction.

Note 2 Sommaire des principales conventions comptables (suite)

La Société a catégorisé ses instruments financiers de la façon suivante :

Détenus à des fins de transaction

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements à court terme (autres que ceux qui sont inclus dans les fonds détenus pour des clients), les dérivés (sauf s'ils sont admissibles à la comptabilité de couverture, comme indiqué à la rubrique « Opérations de couverture ») et le découvert bancaire sont classés comme étant détenus à des fins de transaction. Les actifs du régime de rémunération différée ont été désignés comme étant détenus à des fins de transaction au moment de leur comptabilisation initiale, selon les intentions de la direction.

Prêts et créances

Les débiteurs, les travaux en cours et la trésorerie comprise dans les fonds détenus pour des clients.

Disponibles à la vente

Les obligations à court et à long terme comprises dans les fonds détenus pour des clients et les placements à long terme.

Autres passifs

Les créditeurs et charges à payer, la rémunération à payer, la dette à long terme, compte non tenu des obligations en vertu de contrats de location-acquisition, et les obligations liées aux fonds des clients.

Hiérarchie des évaluations à la juste valeur

Les évaluations à la juste valeur comptabilisées au bilan sont classées selon les niveaux suivants :

Niveau 1 : les prix (non rajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;

Niveau 2 : les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement;

Niveau 3 : les données relatives à l'actif ou au passif, qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables.

Tous les actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur sont classés au niveau 1, exception faite des dérivés, des placements compris dans les fonds détenus pour des clients et les placements à long terme, qui sont classés au niveau 2.

OPÉRATIONS DE COUVERTURE

La Société a recours à divers instruments financiers pour gérer le risque lié à la fluctuation des taux de change. La Société ne détient ni n'émet d'instruments dérivés aux fins de négociation.

À la mise en place d'une relation de couverture, la Société désigne et documente officiellement la relation de couverture à laquelle elle souhaite appliquer la comptabilité de couverture, ainsi que l'objectif et la stratégie de la gestion des risques qui sous-tendent la couverture. La documentation porte sur l'identification de l'instrument de couverture, la transaction couverte ou l'élément couvert, la nature du risque couvert et la façon dont l'entité appréciera l'efficacité de l'instrument de couverture à compenser, par ses variations de juste valeur, l'exposition aux variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie de l'élément couvert attribuables au risque couvert. Ces couvertures devraient être hautement efficaces pour compenser les variations de juste valeur ou des flux de trésorerie et sont appréciées de manière continue afin d'établir si, dans les faits, elles ont été hautement efficaces au cours des périodes financières présentées pour lesquelles elles ont été désignées.

Note 2 Sommaire des principales conventions comptables (suite)

Couverture de flux de trésorerie liée aux billets de premier rang non garantis en devise américaine

La Société a conclu des contrats à terme visant à couvrir les remboursements contractuels du capital des billets de premier rang non garantis en devise américaine. L'objectif des opérations de couverture est de couvrir le risque lié à la variabilité de l'équivalent en monnaie fonctionnelle des flux de trésorerie rattachés aux remboursements du capital de la dette en devises.

Les couvertures ont été documentées en tant que couvertures de flux de trésorerie et aucun élément de la juste valeur des instruments dérivés n'est exclu de l'appréciation ou de l'évaluation de l'efficacité des couvertures. Les couvertures sont considérées comme étant hautement efficaces, car les conditions des contrats à terme correspondent au remboursement projeté de la tranche restante de la dette.

Les contrats à terme sont des instruments dérivés; par conséquent, ils sont comptabilisés au bilan consolidé à leur juste valeur dans les autres actifs à long terme, et la partie efficace de la variation de la juste valeur des instruments dérivés est comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu. Pour chaque période, un montant annulant l'écart de conversion découlant de la réévaluation de la partie de la dette désignée, auparavant comptabilisé à titre d'autres éléments du résultat étendu, est reclassé dans les résultats. Les primes et escomptes sur les contrats à terme utilisés pour couvrir des dettes à long terme en devises sont amortis à titre d'ajustement des intérêts débiteurs sur la durée des contrats à terme. Pour déterminer la juste valeur des contrats à terme, la Société utilise des modèles d'évaluation, tels que l'analyse des flux de trésorerie actualisés reposant sur des données observables sur le marché. Les flux de trésorerie liés aux opérations de couverture sont classés de la même manière que les flux de trésorerie liés à la position couverte.

Couverture d'investissements nets dans des filiales étrangères autonomes

La Société a désigné certaines dettes à long terme comme un instrument de couverture d'une tranche de l'investissement net de la Société dans ses filiales autonomes aux États-Unis et en Europe. Les écarts de conversion sur les investissements nets et la partie efficace des gains ou des pertes sur les instruments de couverture des investissements nets sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu.

Couvertures de flux de trésorerie liées aux produits futurs

La Société a également conclu des contrats de change à terme pour couvrir la variabilité du taux de change entre le dollar américain et la roupie indienne relativement à des produits futurs en dollars américains, pour couvrir la variabilité du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien relativement aux produits futurs en dollars américains et pour couvrir la variabilité du taux de change entre la roupie indienne et le dollar canadien relativement aux produits futurs en dollars canadiens.

Ces couvertures ont été documentées en tant que couvertures de flux de trésorerie, et aucun élément de la juste valeur des instruments dérivés n'est exclu de l'appréciation ou de l'évaluation de l'efficacité des couvertures. Les contrats à terme sont des instruments dérivés; par conséquent, ils sont comptabilisés à leur juste valeur dans le bilan consolidé à titre d'autres actifs à court terme, d'autres actifs à long terme, de charges à payer ou d'autres passifs à long terme. Pour déterminer la juste valeur des contrats à terme, la Société utilise des modèles d'évaluation, tels que l'analyse des flux de trésorerie actualisés reposant sur des données observables sur le marché.

La partie efficace de la variation de la juste valeur des instruments dérivés est comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu et la partie inefficace, le cas échéant, dans l'état consolidé des résultats. La partie efficace de la variation de la juste valeur des dérivés est sortie des autres éléments du résultat étendu pour être portée à l'état consolidé des résultats à titre d'ajustement des produits au moment de la comptabilisation des produits visés par l'opération de couverture. L'évaluation de l'efficacité est fondée sur les taux de change à terme selon la méthode du dérivé hypothétique. Les flux de trésorerie liés aux opérations de couverture sont classés de la même manière que les flux de trésorerie liés à la position couverte.

Note 2 Sommaire des principales conventions comptables (suite)

FUTURES MODIFICATIONS AU REFERENTIEL COMPTABLE

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que les entreprises canadiennes ayant une obligation d'information du public devraient adopter les IFRS pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Ainsi, la Société préparera ses états financiers pour son premier trimestre ouvert le 1^{er} octobre 2011 selon les IFRS. Pour plus de renseignements sur la transition aux IFRS, se reporter à la rubrique IFRS du rapport de gestion pour l'exercice clos le 30 septembre 2011.

Note 3 Trésorerie et équivalents de trésorerie et découvert bancaire

| | 2011 | 2010 |
|---|----------|---------|
| | \$ | \$ |
| Trésorerie | 100 071 | 27 162 |
| Équivalents de trésorerie | 57 690 | 100 662 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 157 761 | 127 824 |
| Découvert bancaire ¹ | (75 538) | - |
| | 82 223 | 127 824 |

¹ Au 30 septembre 2011, la Société avait un découvert bancaire faisant partie intégrante de ses activités de gestion de la trésorerie. Non garanti et non engagé, le découvert porte intérêt au taux préférentiel moyen pondéré des banques de 3,12 %.

Note 4 Débiteurs

| | 2011 | 2010 |
|---------------------|---------|---------|
| | \$ | \$ |
| Clients | 395 468 | 349 349 |
| Autres ¹ | 99 287 | 74 577 |
| | 494 755 | 423 926 |

¹ Les autres débiteurs comprennent les crédits d'impôt remboursables sur les salaires liés au programme de développement des affaires électroniques du Québec, de crédits d'impôt pour la recherche et le développement en Amérique du Nord et en Europe, ainsi qu'à d'autres programmes de création d'emplois et de croissance économique. Les crédits d'impôt représentent un montant d'environ 76 978 000 \$ et 55 758 000 \$ des autres débiteurs respectivement pour les exercices 2011 et 2010.

Depuis le 1^{er} avril 2008, la Société est admissible à un nouveau crédit d'impôt remboursable pour le développement des affaires électroniques, qui remplace d'anciens programmes de crédits d'impôt du Québec. Cette mesure fiscale permet aux sociétés ayant un établissement dans la province de Québec, qui exercent des activités admissibles dans le secteur de la technologie, d'obtenir un crédit d'impôt remboursable égal à 30 % des salaires admissibles, jusqu'à concurrence de 20 000 \$ par année par employé admissible jusqu'au 31 décembre 2015.

Avant le 1^{er} avril 2008, pour être admissible aux crédits d'impôt de la Cité du commerce électronique, de la Cité Multimédia de Montréal et du Carrefour de la nouvelle économie, la Société avait muté un certain nombre de ses employés admissibles à des installations désignées. Le coût du loyer des installations désignées est considérablement plus élevé que celui de ses installations antérieures. Au 30 septembre 2011, le solde des engagements financiers à l'égard de ces installations, qui s'étendent sur une période de 1 an à 11 ans, s'établissait à 310 076 000 \$. Les crédits d'impôt remboursables au titre de ces programmes étaient calculés à des taux variant de 35 % à 40 % sur les salaires versés au Québec, jusqu'à concurrence de 12 500 \$ à 15 000 \$ par année par employé admissible.

Note 5 Fonds détenus pour des clients

| | 2011 | 2010 |
|---------------------------|---------|---------|
| | \$ | \$ |
| Trésorerie | 67 140 | 248 695 |
| Obligations à court terme | 10 070 | - |
| Obligations à long terme | 170 412 | - |
| | 247 622 | 248 695 |

Note 6 Immobilisations

| | 2011 | | | 2010 | | |
|-----------------------------------|---------|----------------------|------------------------|---------|----------------------|------------------------|
| | Coût | Amortissement cumulé | Valeur comptable nette | Coût | Amortissement cumulé | Valeur comptable nette |
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Terrain et bâtiments | 14 773 | 4 047 | 10 726 | 17 309 | 4 461 | 12 848 |
| Améliorations locatives | 129 329 | 68 008 | 61 321 | 142 297 | 76 381 | 65 916 |
| Mobilier, agencements et matériel | 91 011 | 33 435 | 57 576 | 75 990 | 30 605 | 45 385 |
| Matériel informatique | 289 441 | 167 396 | 122 045 | 256 985 | 143 110 | 113 875 |
| | 524 554 | 272 886 | 251 668 | 492 581 | 254 557 | 238 024 |

Les immobilisations comprennent des actifs acquis en vertu de contrats de location-acquisition totalisant 58 267 000 \$ (57 101 000 \$ en 2010), déduction faite de l'amortissement cumulé de 44 143 000 \$ (35 533 000 \$ en 2010).

Note 7 Actifs incorporels

| | 2011 | | |
|-------------------------------------|-----------|----------------------|------------------------|
| | Coût | Amortissement cumulé | Valeur comptable nette |
| | \$ | \$ | \$ |
| Actifs incorporels | | | |
| Coûts liés à des contrats | | | |
| Incitatifs | 133 470 | 98 855 | 34 615 |
| Coûts de transition | 181 542 | 102 795 | 78 747 |
| | 315 012 | 201 650 | 113 362 |
| Autres actifs incorporels | | | |
| Logiciels pour utilisation interne | 94 342 | 73 871 | 20 471 |
| Solutions d'affaires | 265 571 | 180 210 | 85 361 |
| Licences d'utilisation de logiciels | 163 595 | 120 296 | 43 299 |
| Relations clients et autres | 402 721 | 257 327 | 145 394 |
| | 926 229 | 631 704 | 294 525 |
| | 1 241 241 | 833 354 | 407 887 |

| | 2010 | | |
|-------------------------------------|-----------|----------------------|------------------------|
| | Coût | Amortissement cumulé | Valeur comptable nette |
| | \$ | \$ | \$ |
| Actifs incorporels | | | |
| Coûts liés à des contrats | | | |
| Incitatifs | 236 750 | 190 294 | 46 456 |
| Coûts de transition | 200 154 | 102 734 | 97 420 |
| | 436 904 | 293 028 | 143 876 |
| Autres actifs incorporels | | | |
| Logiciels pour utilisation interne | 90 704 | 66 841 | 23 863 |
| Solutions d'affaires | 283 799 | 178 491 | 105 308 |
| Licences d'utilisation de logiciels | 174 412 | 123 977 | 50 435 |
| Relations clients et autres | 426 546 | 233 274 | 193 272 |
| | 975 461 | 602 583 | 372 878 |
| | 1 412 365 | 895 611 | 516 754 |

Note 7 Actifs incorporels (suite)

Tous les actifs incorporels font l'objet d'amortissement. Le tableau suivant présente le montant total des actifs incorporels qui ont été acquis ou développés en interne au cours des exercices suivants :

| | 2011 | 2010 | 2009 |
|-----------------------|--------|---------|--------|
| | \$ | \$ | \$ |
| Acquis | 39 397 | 166 468 | 22 965 |
| Développés en interne | 46 741 | 49 193 | 44 181 |
| | 86 138 | 215 661 | 67 146 |

Note 8 Autres actifs à long terme

| | 2011 | 2010 |
|---|--------|--------|
| | \$ | \$ |
| Actifs du régime de rémunération différée | 16 452 | 16 318 |
| Placements à long terme | 15 309 | - |
| Contrats à terme (note 27) | 6 179 | 13 317 |
| Contrats de maintenance à long terme | 5 338 | 5 542 |
| Investissement dans des contrats de location-financement ¹ | 4 610 | - |
| Frais de financement reportés | 1 077 | 2 360 |
| Autres | 6 949 | 4 724 |
| | 55 914 | 42 261 |

¹ Au cours de l'exercice 2011, la Société a conclu un contrat de location avec un client qui a été comptabilisé comme un contrat de location-financement. Au 30 septembre 2011, un montant de 2 977 000 \$, représentant la tranche à court terme, était inclus dans les charges payées d'avance et autres actifs à court terme, et le solde de 4 610 000 \$, dans les autres actifs à long terme.

Note 9 Écart d'acquisition

En raison de la modification apportée aux secteurs d'exploitation le 1^{er} octobre 2010, la Société a réalloué l'écart d'acquisition aux nouvelles unités d'exploitation en se fondant sur la juste valeur relative et, le 1^{er} octobre 2010, a procédé à un test de dépréciation de l'écart d'acquisition relatif aux unités d'exploitation révisées, qui équivalent aux secteurs d'exploitation (note 23). Les résultats de ce test n'ont indiqué aucune perte de valeur. De plus, la Société a procédé au test de dépréciation annuel au 30 septembre 2011 et n'a constaté aucune perte de valeur.

Les variations de l'écart d'acquisition se présentent comme suit :

| | | | | 2011 | |
|---|------------------------------|---------|---------------|-----------------------------|-----------|
| | Services d'infrastructure | Canada | É.-U. et Inde | Europe et Asie-Pacifique | Total |
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Solde au début de l'exercice | 202 715 | 964 085 | 1 282 773 | 75 840 | 2 525 413 |
| Acquisition | - | - | - | 656 | 656 |
| Ajustements liés au coût d'acquisition (note 19 c)) | - | - | 4 376 | - | 4 376 |
| Cession d'entreprise | - | (5 050) | - | - | (5 050) |
| Écart de conversion | 120 | - | 10 682 | (175) | 10 627 |
| Solde à la fin de l'exercice | 202 835 | 959 035 | 1 297 831 | 76 321 | 2 536 022 |

Note 9 Écart d'acquisition (suite)

| | 2010 | | | | |
|--|------------------------------|-----------|---------------|-----------------------------|-----------|
| | Services d'infrastructure | Canada | É.-U. et Inde | Europe et Asie-Pacifique | Total |
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Solde au début de l'exercice | - | 1 141 381 | 432 320 | 101 080 | 1 674 781 |
| Acquisition (note 19a) | - | - | 886 403 | - | 886 403 |
| Écart de conversion | - | - | (25 961) | (9 810) | (35 771) |
| Solde à la fin de l'exercice, comme présenté précédemment | - | 1 141 381 | 1 292 762 | 91 270 | 2 525 413 |
| Réallocation de l'écart d'acquisition aux nouvelles unités d'exploitation | 202 715 | (177 296) | (9 989) | (15 430) | - |
| Solde à la fin de l'exercice | 202 715 | 964 085 | 1 282 773 | 75 840 | 2 525 413 |

Note 10 Autres passifs à long terme

| | 2011 | 2010 |
|------------------------------|---------|---------|
| | \$ | \$ |
| Rémunération différée | 24 842 | 25 173 |
| Produits reportés | 29 887 | 40 702 |
| Loyers reportés ¹ | 57 645 | 44 737 |
| Contrats à terme (note 27) | 3 090 | 3 396 |
| Autres ² | 10 198 | 5 891 |
| | 125 662 | 119 899 |

¹ Les loyers reportés comprennent la tranche à long terme des provisions au titre des contrats de location qui consistent en des coûts estimatifs liés aux locaux inoccupés.

Le total des coûts liés aux locaux inoccupés de 16 471 000 \$, comptabilisé dans les coûts des services et frais de vente et d'administration, est inclus dans les secteurs Services d'infrastructure, Canada et États-Unis et Inde à hauteur respectivement de 2 605 000 \$, 11 468 000 et 2 398 000 \$ pour l'exercice 2011 (3 629 000 \$ inclus dans le secteur Canada en 2010 et 10 606 000 \$ inclus dans les secteurs Canada et Europe et Asie-Pacifique, soit respectivement 9 825 000 \$ et 781 000 \$, en 2009).

² Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations incluses au poste « Autres » proviennent de contrats de location-exploitation d'immeubles de bureaux qui contiennent des clauses obligeant la remise des lieux dans leur état initial à l'échéance des contrats. Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de 6 590 000 \$ (3 060 000 \$ en 2010) étaient fondées sur des flux de trésorerie prévus de 8 790 000 \$ (4 370 000 \$ en 2010) et ont été actualisées en utilisant un taux d'intérêt de 5,64 % (6,42% en 2010). L'échéancier du paiement de ces obligations s'échelonne sur une période de 1 an à 12 ans.

Note 11 Dette à long terme

| | 2011 | 2010 |
|--|------------------|------------------|
| | \$ | \$ |
| Billets de premier rang non garantis en devise américaine, portant intérêt au taux de 6,00 %, remboursables par un versement de 20 778 \$ (20 000 \$ US) en 2014, déduction faite des intérêts théoriques de 131 \$ ¹ | 20 647 | 109 899 |
| Facilité à terme renouvelable engagée non garantie, portant intérêt au taux LIBOR à un mois, majoré de 0,70 %, ou au taux des acceptations bancaires à un mois majoré de 0,70 % et échéant en 2012 ² | 859 277 | 964 223 |
| Obligations portant intérêt à un taux moyen pondéré de 3,52 %, remboursables en versements mensuels de capital et intérêts combinés et échéant à différentes dates jusqu'en 2018 | 58 575 | 22 049 |
| Obligations en vertu de contrats de location-acquisition, portant intérêt au taux moyen pondéré de 4,37 %, remboursables en versements mensuels de capital et intérêts combinés et échéant à différentes dates jusqu'en 2018 | 67 182 | 57 705 |
| | 1 005 681 | 1 153 876 |
| Tranche à court terme | 402 534 | 114 577 |
| | 603 147 | 1 039 299 |

¹ Au 30 septembre 2011, le financement par voie de placement privé auprès d'investisseurs institutionnels américains comprenait une tranche restante de billets de premier rang non garantis en devise américaine, échéant en janvier 2014 et totalisant 20 000 000 \$ US. Le 28 janvier 2011, la Société a remboursé la deuxième tranche de 87 300 000 \$ (87 000 000 \$ US) et a réglé les contrats à terme connexes conclus pour couvrir le risque de variabilité du taux de change, ce qui a donné lieu à des sorties de fonds de 1 275 000 \$. Les billets de premier rang non garantis en devise américaine contiennent des clauses restrictives qui obligent la Société à maintenir certains ratios financiers (note 28). Au 30 septembre 2011, la Société respectait ces clauses restrictives.

² La Société dispose d'une facilité de crédit renouvelable non garantie d'une durée de cinq ans totalisant 1 500 000 000 \$ qui expire en août 2012 et qui porte intérêt au taux LIBOR à un mois majoré d'une marge variable déterminée selon les ratios de levier financier (note 28). Au 30 septembre 2011, un montant de 859 277 000 \$ avait été prélevé sur cette facilité. De plus, un montant de 18 317 000 \$ de cette facilité a été mis en garantie pour couvrir diverses lettres de crédit émises aux clients et à des tiers. La facilité de crédit renouvelable contient des clauses restrictives qui obligent la Société à maintenir certains ratios financiers (note 28). Au 30 septembre 2011, la Société respectait ces clauses restrictives. La Société dispose également d'une quote-part d'une facilité de crédit à vue renouvelable liée à la coentreprise, pour un montant total de 2 500 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel du Canada. Au 30 septembre 2011, aucun montant n'avait été prélevé sur cette facilité.

Au cours de l'exercice, la Société a conclu, avec des investisseurs institutionnels américains, un financement par voie de placement privé de 475 000 000 \$ US, dont le montant sera prélevé au plus tard le 15 décembre 2011. Le placement privé comprend trois tranches de billets de premier rang non garantis en devise américaine, d'une échéance moyenne pondérée de 8,2 ans et portant intérêt à un taux fixe moyen pondéré de 4,57 %. Par suite de ce placement privé, un montant de 493 478 000 \$, dû en vertu de la facilité de crédit renouvelable non garantie existante, échéant dans les douze prochains mois, a été classé à long terme au 30 septembre 2011, selon l'intention de la direction de rembourser une partie de la facilité à terme renouvelable non garantie avec le produit du placement privé.

Les remboursements de capital sur la dette à long terme pour les prochains exercices se répartissent comme suit :

| | \$ |
|---|---------|
| 2012 | 379 595 |
| 2013 | 14 574 |
| 2014 | 33 522 |
| 2015 | 9 425 |
| 2016 | 6 615 |
| Par la suite | 494 768 |
| Total des remboursements de capital sur la dette à long terme | 938 499 |

Versements minimaux en vertu des contrats de location-acquisition :

| | Capital | Intérêts | Versement |
|---|---------|----------|-----------|
| | \$ | \$ | \$ |
| 2012 | 22 939 | 2 616 | 25 555 |
| 2013 | 17 830 | 1 482 | 19 312 |
| 2014 | 13 866 | 816 | 14 682 |
| 2015 | 8 223 | 297 | 8 520 |
| 2016 | 3 790 | 47 | 3 837 |
| Par la suite | 534 | - | 534 |
| Total des versements minimaux en vertu des contrats de location-acquisition | 67 182 | 5 258 | 72 440 |

Note 12 Capital-actions

Autorisé, nombre illimité d'actions sans valeur nominale :

Actions privilégiées de premier rang, comportant un droit de vote par action, ayant priorité de rang quant au versement de dividendes sur les actions privilégiées de second rang, les actions subalternes classe A et les actions classe B;

Actions privilégiées de second rang, sans droit de vote, ayant priorité de rang quant au versement de dividendes sur les actions subalternes classe A et les actions classe B;

Actions subalternes classe A, comportant un droit de vote par action, de même rang que les actions classe B quant au versement de dividendes et convertibles en actions classe B, sous réserve de certaines conditions, dans l'éventualité où certaines offres d'achat visant les actions classe B se concrétisent;

Actions classe B, comportant dix droits de vote par action, de même rang que les actions subalternes classe A quant au versement de dividendes, convertibles en tout temps au gré du détenteur en actions subalternes classe A.

Au cours des exercices 2011, 2010 et 2009, les actions subalternes classe A et les actions classe B ont évolué comme suit :

| | Actions subalternes classe A | | Actions classe B | | Total | |
|---|------------------------------|------------------|-------------------|------------------|--------------------|------------------|
| | Nombre | Valeur comptable | Nombre | Valeur comptable | Nombre | Valeur comptable |
| | | \$ | | \$ | | \$ |
| Solde au 30 septembre 2008 | 274 165 370 | 1 271 948 | 34 208 159 | 47 724 | 308 373 529 | 1 319 672 |
| Rachetées et annulées ¹ | (9 708 292) | (44 272) | - | - | (9 708 292) | (44 272) |
| Émises par suite de l'exercice d'options ² | 2 221 032 | 22 870 | - | - | 2 221 032 | 22 870 |
| Conversion d'actions ³ | 600 000 | 837 | (600 000) | (837) | - | - |
| Solde au 30 septembre 2009 | 267 278 110 | 1 251 383 | 33 608 159 | 46 887 | 300 886 269 | 1 298 270 |
| Rachetées et annulées ¹ | (35 602 085) | (168 759) | - | - | (35 602 085) | (168 759) |
| Émises par suite de l'exercice d'options ² | 6 008 766 | 65 558 | - | - | 6 008 766 | 65 558 |
| Solde au 30 septembre 2010 | 237 684 791 | 1 148 182 | 33 608 159 | 46 887 | 271 292 950 | 1 195 069 |
| Rachetées et annulées ¹ | (16 373 400) | (80 009) | - | - | (16 373 400) | (80 009) |
| Émises par suite de l'exercice d'options ² | 5 743 649 | 66 065 | - | - | 5 743 649 | 66 065 |
| Achetées et détenues en fiducie ⁴ | - | (2 566) | - | - | - | (2 566) |
| Solde au 30 septembre 2011 | 227 055 040 | 1 131 672 | 33 608 159 | 46 887 | 260 663 199 | 1 178 559 |

¹ Le 26 janvier 2011, le conseil d'administration de la Société a autorisé le renouvellement d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant à racheter jusqu'à 10 % des actions subalternes classe A détenues dans le public au cours de l'exercice suivant. La Société a par la suite obtenu de la Bourse de Toronto l'autorisation de procéder à cette offre publique de rachat. L'offre publique de rachat permet à la Société de racheter sur le marché libre, aux fins d'annulation, 23 006 547 actions subalternes classe A (25 151 058 en 2010 et 26 970 437 en 2009) par l'entremise de la Bourse de Toronto. Les actions subalternes classe A pouvaient être rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dès le 9 février 2011 jusqu'au 8 février 2012 au plus tard, ou plus tôt si la Société concluait le rachat ou décidait de mettre fin à l'offre publique de rachat avant son échéance. Au cours de l'exercice 2011, la Société a racheté 16 373 400 actions subalternes classe A (35 602 085 en 2010 et 9 525 892 en 2009) en contrepartie de 305 028 000 \$ (516 699 000 \$ en 2010 et 99 881 000 \$ en 2009) dans le cadre de l'ancienne et de l'actuelle offre publique de rachat dans le cours normal des activités. L'excédent du prix d'achat sur la valeur comptable des actions subalternes classe A rachetées, de l'ordre de 225 019 000 \$ (347 940 000 \$ en 2010 et 55 609 000 \$ en 2009), a été imputé aux bénéfices non répartis.

² La valeur comptable des actions subalternes classe A comprend un montant de 14 341 000 \$ (13 332 000 \$ en 2010 et 5 253 000 \$ en 2009) qui correspond à une réduction du surplus d'apport et qui représente la valeur du coût cumulé de rémunération lié aux options exercées au cours de l'exercice.

³ Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2009, un actionnaire a converti 600 000 actions classe B en 600 000 actions subalternes classe A.

⁴ Dans le cadre du régime d'UAR, la Société a fourni des instructions à un fiduciaire, relativement à un contrat de fiducie, visant à acheter sur le marché libre 164 012 actions subalternes classe A de la Société en contrepartie de 2 566 000 \$ au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2011 (note 13 b)).

Note 13 Régimes de rémunération à base d'actions et surplus d'apport

A) OPTIONS SUR ACTIONS

En vertu du régime d'options sur actions de la Société, le conseil d'administration peut, à son gré, attribuer à certains employés, dirigeants, administrateurs et consultants de la Société et de ses filiales des options leur permettant d'acquérir des actions subalternes classe A de la Société. Le prix d'exercice est déterminé par le conseil d'administration et est égal au cours de clôture d'une action subalterne classe A à la Bourse de Toronto le jour précédant la date de l'attribution. Les droits rattachés aux options deviennent généralement acquis de un an à quatre ans après la date d'attribution, sous réserve de l'atteinte d'objectifs, et les options doivent être exercées dans un délai de dix ans, sauf en cas de départ à la retraite, de cessation d'emploi ou de décès. Au 30 septembre 2011, 46 258 529 actions subalternes classe A étaient réservées pour émission en vertu du régime d'options sur actions.

Le tableau suivant présente des renseignements relatifs à toutes les options sur actions en cours attribuées par la Société au cours des exercices clos les 30 septembre :

| | 2011 | | 2010 | | 2009 | |
|--|------------------|--|------------------|--|------------------|--|
| | Nombre d'options | Prix d'exercice moyen pondéré par action | Nombre d'options | Prix d'exercice moyen pondéré par action | Nombre d'options | Prix d'exercice moyen pondéré par action |
| | | \$ | | \$ | | \$ |
| En cours au début de l'exercice | 26 555 483 | 10,03 | 28 883 835 | 9,16 | 26 757 738 | 9,34 |
| Attribuées | 6 634 974 | 15,53 | 8 413 586 | 12,58 | 8 448 453 | 9,32 |
| Exercées | (5 743 649) | 9,01 | (6 008 766) | 8,69 | (2 221 032) | 7,93 |
| Éteintes | (3 255 072) | 12,68 | (3 734 542) | 9,65 | (3 863 746) | 11,16 |
| Échues | (28 419) | 9,19 | (998 630) | 15,91 | (237 578) | 14,11 |
| En cours à la fin de l'exercice | 24 163 317 | 11,42 | 26 555 483 | 10,03 | 28 883 835 | 9,16 |
| Pouvant être exercées à la fin de l'exercice | 13 108 369 | 9,39 | 14 116 392 | 8,60 | 18 087 166 | 8,75 |

Le tableau suivant résume l'information sur les options sur actions en cours octroyées par la Société au 30 septembre 2011 :

| | | | Options en cours | | Options pouvant être exercées | |
|--|--------------------------------|------------------|---|-------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|
| | Fourchette des prix d'exercice | Nombre d'options | Durée contractuelle moyenne pondérée à courir (en années) | Prix d'exercice moyen pondéré | Nombre d'options | Prix d'exercice moyen pondéré |
| | \$ | | | \$ | | \$ |
| | 5,20 à 6,98 | 1 496 149 | 3,71 | 6,51 | 1 496 149 | 6,51 |
| | 7,00 à 7,87 | 2 411 975 | 3,73 | 7,75 | 2 411 975 | 7,75 |
| | 8,00 à 8,91 | 2 599 257 | 3,12 | 8,55 | 2 599 257 | 8,55 |
| | 9,05 à 9,43 | 3 783 709 | 6,97 | 9,31 | 2 345 168 | 9,31 |
| | 10,05 à 11,80 | 2 733 832 | 6,02 | 11,37 | 2 733 832 | 11,37 |
| | 12,54 à 13,26 | 4 683 744 | 8,01 | 12,55 | 1 425 520 | 12,55 |
| | 14,48 à 15,96 | 6 396 109 | 9,01 | 15,48 | 52 926 | 15,15 |
| | 19,28 à 22,52 | 58 542 | 9,60 | 20,66 | 43 542 | 20,02 |
| | | 24 163 317 | 6,67 | 11,42 | 13 108 369 | 9,39 |

Note 13 Régimes de rémunération à base d'actions et surplus d'apport (suite)

Le tableau suivant présente les hypothèses moyennes pondérées qui ont été utilisées pour calculer le coût de rémunération à base d'actions comptabilisé dans les coûts des services et frais de vente et d'administration en utilisant le modèle d'évaluation du prix des options de Black et Scholes pour les exercices clos les 30 septembre :

| | 2011 | 2010 | 2009 |
|--|---------------|--------|-------|
| Coût de rémunération à base d'actions (\$) | 15,022 | 15,517 | 8,617 |
| Rendement de l'action (%) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Volatilité prévue (%) | 27,11 | 27,32 | 24,42 |
| Taux d'intérêt sans risque (%) | 1,99 | 2,48 | 3,05 |
| Durée prévue (en années) | 5,00 | 5,00 | 5,00 |
| Juste valeur moyenne pondérée à la date d'attribution (\$) | 4,31 | 3,63 | 2,59 |

B) UNITÉS D' ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT (UAR)

Le 28 septembre 2010, la Société a adopté un régime d'UAR à l'intention de ses cadres supérieurs et d'autres employés clés (« participants »). En vertu de ce régime, le conseil d'administration peut attribuer aux participants des UAR qui leur donnent droit à une action subalterne classe A pour chaque UAR. Les conditions liées à l'acquisition des droits et au rendement sont établies par le conseil d'administration à la date d'attribution. Les UAR expirent le 31 décembre de la troisième année civile au cours de laquelle l'attribution a été effectuée, sauf en cas de départ à la retraite, de cessation d'emploi ou de décès. Les droits rattachés aux UAR attribuées s'acquièrent annuellement sur une période de quatre ans à partir de la date d'attribution, sous réserve de l'atteinte d'objectifs.

Les actions subalternes classe A achetées dans le cadre du régime d'UAR sont détenues en fiducie à l'intention des participants. Considérée comme une entité à détenteurs de droits variables, la fiducie est consolidée dans les états financiers de la Société et le coût des actions achetées est comptabilisé en réduction du capital-actions (note 12).

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2011, la Société a attribué 164 012 UAR comportant une juste valeur à la date d'attribution de 15,51 \$ par unité fondée sur le cours de clôture des actions subalternes classe A à la Bourse de Toronto à cette date. Aucune attribution n'a été faite en vertu de ce régime au cours de l'exercice 2010.

Pour l'exercice clos le 30 septembre 2011, le coût de rémunération à base d'actions lié aux UAR comptabilisé dans les coûts des services et frais de vente et d'administration s'est établi à 399 000 \$ (néant pour l'exercice clos le 30 septembre 2010).

C) SURPLUS D'APPORT

Le tableau suivant présente la variation du surplus d'apport depuis le 30 septembre 2008 :

| | \$ |
|---|---------------|
| Solde au 30 septembre 2008 | 77 373 |
| Coût de rémunération lié aux options exercées (note 12) | (5 253) |
| Coût de rémunération à base d'actions | 8 617 |
| Solde au 30 septembre 2009 | 80 737 |
| Coût de rémunération lié aux options exercées (note 12) | (13 332) |
| Coût de rémunération à base d'actions | 15 517 |
| Solde au 30 septembre 2010 | 82 922 |
| Coût de rémunération lié aux options exercées (note 12) | (14 341) |
| Coût de rémunération à base d'actions | 15 421 |
| Solde au 30 septembre 2011 | 84 002 |

Note 14 Bénéfice par action

Le tableau suivant présente le calcul du bénéfice de base et dilué par action tiré des activités poursuivies attribuable aux actionnaires de la Société pour les exercices clos les 30 septembre :

| | 2011 | | | | 2010 | | | | 2009 |
|---------------------------------------|---|--|--|---|--|--|---|--|--|
| | Bénéfice tiré des activités poursuivies | Nombre moyen pondéré d'actions en circulation ¹ | Bénéfice par action tiré des activités poursuivies | Bénéfice tiré des activités poursuivies | Nombre moyen pondéré d'actions en circulation ¹ | Bénéfice par action tiré des activités poursuivies | Bénéfice tiré des activités poursuivies | Nombre moyen pondéré d'actions en circulation ¹ | Bénéfice par action tiré des activités poursuivies |
| | \$ | | \$ | \$ | | \$ | \$ | | \$ |
| De base | 434 809 | 265 333 074 | 1,64 | 362 386 | 284 826 257 | 1,27 | 315 158 | 306 853 077 | 1,03 |
| Options dilutives et UAR ² | | 9 953 460 | | | 8 093 693 | | | 3 492 164 | |
| | 434 809 | 275 286 534 | 1,58 | 362 386 | 292 919 950 | 1,24 | 315 158 | 310 345 241 | 1,02 |

¹ Les 16 373 400 actions subalternes classe A rachetées et les 164 012 actions subalternes classe A achetées et détenues en fiducie au cours de l'exercice 2011 (respectivement 35 602 085 et néant en 2010 et respectivement 9 525 892 et néant en 2009) ont été exclues du calcul du nombre moyen pondéré d'actions en circulation à compter de la date de la transaction.

² Le calcul du bénéfice dilué par action exclut 6 297 143, 8 029 590 et 13 384 651 options respectivement pour les exercices clos les 30 septembre 2011, 2010 et 2009 puisqu'elles étaient antidilutives.

Note 15 Amortissement

| | 2011 | 2010 | 2009 |
|---|---------|---------|---------|
| | \$ | \$ | \$ |
| Amortissement des immobilisations ¹ | 78 627 | 72 067 | 61 412 |
| Amortissement des actifs incorporels | | | |
| Coûts liés à des contrats relativement aux coûts de transition | 23 100 | 30 396 | 22 377 |
| Autres actifs incorporels ² | | | |
| Logiciels pour utilisation interne | 10 834 | 11 121 | 13 770 |
| Solutions d'affaires | 35 371 | 26 322 | 40 929 |
| Licences d'utilisation de logiciels | 19 226 | 18 726 | 16 674 |
| Relations clients et autres | 44 214 | 36 676 | 40 599 |
| | 211 372 | 195 308 | 195 761 |
| Amortissement des coûts liés à des contrats relativement aux incitatifs (présenté à titre de réduction des produits) | 16 013 | 23 149 | 21 043 |
| Amortissement des primes et escomptes sur les placements liés aux fonds détenus pour des clients (présenté pour leur montant net à titre de réduction des produits) | 1 257 | - | - |
| Amortissement des frais de financement reportés (présenté dans les intérêts sur la dette à long terme) | 1 283 | 1 283 | 1 283 |
| | 229 925 | 219 740 | 218 087 |

¹ L'amortissement des immobilisations acquises en vertu de contrats de location-acquisition s'est fixé à 18 526 000 \$ en 2011 (respectivement 18 467 000 \$ et 13 213 000 \$ en 2010 et 2009).

² L'amortissement tient compte des pertes de valeur totalisant 11 719 000 \$ relatives aux solutions d'affaires qui ne devaient fournir aucune valeur future et qui sont incluses dans les secteurs Canada et États-Unis et Inde pour des montants de respectivement 9 567 000 \$ et 2 152 000 \$ en 2011 (néant en 2010 et 11 143 000 \$ en 2009 relatives aux logiciels pour utilisation interne, aux solutions d'affaires et aux relations clients pour des montants de respectivement 807 000 \$, 7 485 000 \$ et 2 851 000 \$, qui ont essentiellement été inclus dans les résultats du secteur États-Unis et Inde).

Note 16 Cumul des autres éléments du résultat étendu

| | Solde au 1 ^{er} octobre 2010 | Variations nettes au cours de l'exercice | Solde au 30 septembre 2011 |
|---|--|---|-------------------------------|
| | \$ | \$ | \$ |
| Pertes nettes non réalisées découlant de la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes (déduction faite d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices cumulé de 11 403 \$) | (413 021) | 11 716 | (401 305) |
| Gains nets non réalisés sur la conversion de la dette à long terme désignée comme une couverture d'un investissement net dans des établissements étrangers autonomes (déduction faite d'une charge d'impôts sur les bénéfices cumulée de 13 261 \$) | 76 806 | (4 695) | 72 111 |
| Gains nets non réalisés sur les couvertures de flux de trésorerie (déduction faite d'une charge d'impôts sur les bénéfices cumulée de 1 457 \$) | 14 469 | (9 197) | 5 272 |
| Gains nets non réalisés sur les placements disponibles à la vente (déduction faite d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices cumulé de 854 \$) | - | 2 352 | 2 352 |
| | (321 746) | 176 | (321 570) |

| | Solde au 1 ^{er} octobre 2009 | Variations nettes au cours de l'exercice | Solde au 30 septembre 2010 |
|---|--|---|-------------------------------|
| | \$ | \$ | \$ |
| Pertes nettes non réalisées découlant de la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes (déduction faite d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices cumulé de 12 686 \$) | (359 423) | (53 598) | (413 021) |
| Gains nets non réalisés sur la conversion de la dette à long terme désignée comme une couverture d'un investissement net dans des établissements étrangers autonomes (déduction faite d'une charge d'impôts sur les bénéfices cumulée de 14 347 \$) | 61 000 | 15 806 | 76 806 |
| Gains nets non réalisés sur les couvertures de flux de trésorerie (déduction faite d'une charge d'impôts sur les bénéfices cumulée de 5 336 \$) | 12 433 | 2 036 | 14 469 |
| | (285 990) | (35 756) | (321 746) |

| | Solde au 1 ^{er} octobre 2008 | Variations nettes au cours de l'exercice | Solde au 30 septembre 2009 |
|---|--|---|-------------------------------|
| | \$ | \$ | \$ |
| Pertes nettes non réalisées découlant de la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes (déduction faite d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices cumulé de 10 464 \$) | (365 672) | 6 249 | (359 423) |
| Gains nets non réalisés sur la conversion de la dette à long terme désignée comme une couverture d'un investissement net dans des établissements étrangers autonomes (déduction faite d'une charge d'impôts sur les bénéfices cumulée de 11 623 \$) | 45 261 | 15 739 | 61 000 |
| Gains nets non réalisés sur les couvertures de flux de trésorerie (déduction faite d'une charge d'impôts sur les bénéfices cumulée de 4 422 \$) | (1 013) | 13 446 | 12 433 |
| | (321 424) | 35 434 | (285 990) |

Pour l'exercice clos le 30 septembre 2011, des gains nets non réalisés de 7 476 000 \$, auparavant classés dans les autres éléments du résultat étendu (déduction faite des impôts sur les bénéfices de 3 314 000 \$), ont été reclassés en résultat net au titre des dérivés qui ont été désignés comme couvertures de flux de trésorerie (8 359 000 \$, déduction faite des impôts sur les bénéfices de 3 746 000 \$ pour l'exercice clos le 30 septembre 2010 et de 928 000 \$, déduction faite des impôts sur les bénéfices de 478 000 \$ pour l'exercice clos le 30 septembre 2009).

Note 17 Impôts sur les bénéfices

Les impôts futurs sont classés comme suit :

| | 2011 | 2010 |
|---------------------------------------|-----------|-----------|
| | \$ | \$ |
| Actifs d'impôts futurs à court terme | 3 522 | 16 509 |
| Actifs d'impôts futurs à long terme | 11 601 | 11 592 |
| Passifs d'impôts futurs à court terme | (20 389) | (26 423) |
| Passifs d'impôts futurs à long terme | (146 889) | (170 683) |
| Impôts futurs, montant net | (152 155) | (169 005) |

Les impôts sur les bénéfices s'établissent comme suit :

| | 2011 | 2010 | 2009 |
|-----------|----------|----------|---------|
| | \$ | \$ | \$ |
| Exigibles | 127 379 | 136 387 | 95 923 |
| Futurs | (15 886) | (21 417) | 29 300 |
| | 111 493 | 114 970 | 125 223 |

Le taux d'imposition effectif de la Société sur les bénéfices tirés des activités poursuivies est différent du taux d'imposition combiné fédéral et provincial prévu par la loi au Canada, et il s'établit comme suit :

| | 2011 | 2010 | 2009 |
|---|-------|-------|-------|
| | % | % | % |
| Taux d'imposition de la Société prévu par la loi | 28,8 | 30,2 | 30,9 |
| Effet des écarts des taux d'imposition étrangers | (2,4) | 0,3 | — |
| Entente finale avec les autorités fiscales et échéance des délais de prescription | (6,8) | (7,9) | (3,9) |
| Éléments non déductibles et exempts d'impôt | 0,7 | 1,7 | 1,3 |
| Incidence de la variation des taux d'imposition sur les actifs et passifs d'impôts futurs | 0,1 | (0,3) | — |
| Économies d'impôts découlant des pertes | - | 0,1 | 0,1 |
| Taux d'imposition effectif | 20,4 | 24,1 | 28,4 |

Les actifs et passifs d'impôts futurs se détaillaient comme suit aux 30 septembre :

| | 2011 | 2010 |
|--|-----------|-----------|
| | \$ | \$ |
| Actifs d'impôts futurs : | | |
| Créditeurs et charges à payer et autres passifs à long terme | 25 021 | 14 074 |
| Économies d'impôts découlant des reports prospectifs de pertes | 11 423 | 14 667 |
| Immobilisations et actifs incorporels | 18 404 | 20 482 |
| Rémunération à payer | 16 580 | 28 397 |
| Pertes non réalisées découlant des couvertures de flux de trésorerie | 2 054 | 1 585 |
| Provision pour créances douteuses | 3 255 | 1 793 |
| Autres | 1 280 | 1 612 |
| | 78 017 | 82 610 |
| Provision pour moins-value | (3 964) | (4 346) |
| | 74 053 | 78 264 |
| Passifs d'impôts futurs : | | |
| Immobilisations, actifs incorporels et autres actifs à long terme | 141 369 | 161 988 |
| Travaux en cours | 28 090 | 25 165 |
| Écart d'acquisition | 33 490 | 27 774 |
| Crédits d'impôt remboursables sur les salaires | 14 756 | 20 985 |
| Gains non réalisés sur les couvertures de flux de trésorerie | 3 511 | 6 908 |
| Autres | 4 992 | 4 449 |
| | 226 208 | 247 269 |
| Impôts futurs, montant net | (152 155) | (169 005) |

Note 17 Impôts sur les bénéfices (suite)

Au 30 septembre 2011, la Société disposait de reports prospectifs de pertes nettes autres qu'en capital totalisant 37 152 000 \$, dont une tranche de 2 973 000 \$ a des échéances diverses jusqu'en 2018 et une tranche de 34 179 000 \$ n'a aucune date d'échéance. La Société a constaté un actif d'impôts futurs de 11 423 000 \$ découlant des reports prospectifs de pertes et une provision pour moins-value de 3 964 000 \$ en relation avec ces pertes. La baisse de provision pour moins-value s'explique essentiellement par l'expiration de pertes autres qu'en capital. L'actif d'impôts futurs net en résultant de 7 459 000 \$ représente le montant dont la réalisation est plus probable qu'improbable.

Les bénéfices de certaines filiales étrangères de la Société seraient imposés seulement s'ils étaient rapatriés au Canada. La Société n'a constaté aucun passif d'impôts futurs pour ces bénéfices non répartis puisque la direction ne s'attend pas à ce qu'ils soient rapatriés. Un passif d'impôts futurs sera constaté quand la Société estimera qu'elle rapatriera ces bénéfices non répartis sous une forme imposable, comme la vente du placement ou la réception de dividendes. Au moment du paiement, certains pays imposent des retenues d'impôts qui, sous certaines conditions, peuvent donner lieu à des crédits d'impôt pouvant servir à réduire les impôts fédéraux ou provinciaux sur les bénéfices à payer, le cas échéant.

Note 18 Coûts des services et frais de vente et d'administration

Les crédits d'impôt portés en déduction des coûts des services et frais de vente et d'administration se détaillent comme suit :

| | 2011 | 2010 | 2009 |
|--|-----------|-----------|-----------|
| | \$ | \$ | \$ |
| Coûts des services et frais de vente et d'administration | 3 665 024 | 3 116 425 | 3 268 995 |
| Crédits d'impôt | (111 832) | (90 602) | (98 589) |
| | 3 553 192 | 3 025 823 | 3 170 406 |

Note 19 Investissements dans les filiales

TRANSACTIONS RÉALISÉES AU COURS DE L'EXERCICE 2011

a) Acquisitions

Il n'y a eu aucune acquisition importante au cours de l'exercice 2011.

b) Cession

Le 4 avril 2011, la Société a conclu une transaction, pour une contrepartie en trésorerie nette de 10 500 000 \$, dans le cadre de laquelle Conseillers en informatique d'affaires CIA Inc. (« CIA ») a racheté ses actions qui étaient détenues par la Société et qui représentaient une participation de 68 %, à l'exclusion des activités de son bureau à Paris; la Société a acheté simultanément une participation de 32 % des activités du bureau de CIA à Paris non encore détenue. La Société a reçu 5 917 000 \$ au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2011, le solde de 4 583 000 \$ étant payable en versements trimestriels, portant intérêt à 10 %, jusqu'en mars 2014. La vente n'a pas eu d'incidence importante sur le bénéfice net ou la situation financière de la Société. L'augmentation de l'investissement dans le bureau de CIA à Paris a entraîné une diminution des bénéfices non répartis de 811 000 \$. Par conséquent, aucune participation ne donnant pas le contrôle ne figure désormais dans les états financiers consolidés de la Société.

Note 19 Investissements dans les filiales (suite)

c) Modifications à la répartition du prix d'acquisition

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2011, la Société a terminé la répartition du prix d'acquisition et a effectué des ajustements liés à l'acquisition de Stanley, Inc. (« Stanley »). L'incidence en découlant pour l'exercice clos le 30 septembre 2011 est une diminution des actifs incorporels de 1 743 000 \$, des actifs d'impôts futurs de 299 000 \$ et des passifs d'impôts futurs de 682 000 \$, ainsi qu'une augmentation de la rémunération à payer de 1 491 000 \$, des créiteurs et charges à payer de 50 000 \$ et des impôts futurs à payer de 1 475 000 \$, alors que l'écart d'acquisition a augmenté de 4 376 000 \$. Les chiffres correspondants de la période précédente n'ont pas été ajustés, étant donné que l'incidence du retraitement n'est pas significative.

d) Frais connexes à l'acquisition et coûts d'intégration

Dans le cadre de l'acquisition de Stanley, qui a été réalisée à l'exercice 2010, la Société a passé en charges 3 675 000 \$ au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2011. Ces charges comprenaient les coûts d'intégration des activités et de réalisation des synergies.

TRANSACTIONS RÉALISÉES AU COURS DE L'EXERCICE 2010

a) Acquisition

La Société a réalisé l'acquisition suivante :

Stanley, Inc. (« Stanley ») – Le 17 août 2010, la Société a fait l'acquisition de toutes les actions en circulation de Stanley, fournisseur de services et de solutions en technologie de l'information auprès d'agences fédérales du gouvernement des États-Unis œuvrant dans les domaines de la défense, du renseignement et des activités civiles, moyennant une contrepartie en trésorerie de 923 150 000 \$. La Société a financé cette acquisition au moyen d'un emprunt sur sa facilité de crédit renouvelable non garantie existante et les fonds en caisse de respectivement 832 160 000 \$ et 90 990 000 \$. Les activités de Stanley donneront à la Société l'envergure et les capacités nécessaires pour offrir ses services à des agences fédérales américaines œuvrant dans les domaines de la défense et du renseignement.

L'acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. La répartition du prix d'acquisition illustrée ci-dessous était préliminaire et fondée sur les meilleures estimations de la direction de la Société. La répartition définitive du prix d'acquisition devait être complétée dès que la direction de la Société avait terminé de rassembler toutes les informations importantes, disponibles et nécessaires pour finaliser la répartition.

Note 19 Investissements dans les filiales (suite)

| | Stanley |
|-----------------------------------|-----------|
| | \$ |
| Actifs à court terme ¹ | 163 648 |
| Immobilisations | 9 005 |
| Actifs incorporels | 123 897 |
| Écart d'acquisition ² | 886 403 |
| Autres actifs à long terme | 3 167 |
| Impôts futurs | 3 564 |
| Passifs à court terme | (176 110) |
| Dette à court terme | (102 262) |
| Autres passifs à long terme | (11 748) |
| | 899 564 |
| Trésorerie acquise | 23 586 |
| Actifs nets acquis | 923 150 |
| | |
| Contrepartie en trésorerie | 923 150 |

¹ Les actifs à court terme incluaient des débiteurs dont la juste valeur de 97 967 000 \$ se rapproche du montant brut à payer en vertu des contrats.

² L'écart d'acquisition représentait principalement la valeur économique future liée à la main-d'œuvre acquise et les synergies avec les activités de la Société. L'écart d'acquisition était entièrement inclus dans le secteur d'exploitation États-Unis et Inde et un montant de 26 323 000 \$ était déductible aux fins fiscales.

Dans le cadre de l'acquisition de Stanley, la Société a comptabilisé des charges qui ont totalisé 20 883 000 \$ au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2010. Ce montant comprend des frais connexes à l'acquisition de 11 573 000 \$ et des coûts d'intégration de 9 310 000 \$. Les frais connexes à l'acquisition comprenaient principalement des honoraires professionnels versés relativement à l'acquisition. Les coûts d'intégration étaient constitués principalement des provisions liées à des contrats de location visant des locaux que la société acquise occupait et que la Société a libérés, ainsi que des coûts liés à la cessation d'emploi de certains employés de la société acquise qui exerçaient des fonctions déjà remplies dans la structure existante. Les frais connexes à l'acquisition et les coûts d'intégration ont été présentés séparément dans les états consolidés des résultats de la Société.

b) Ajustements par suite de regroupements d'entreprises

Certains actifs d'impôts futurs non comptabilisés, acquis dans le cadre d'acquisitions antérieures, ont été comptabilisés au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2010, donnant lieu à une diminution correspondante de la charge d'impôts sur les bénéfices de 7 378 000 \$. Selon les règles transitoires du nouveau chapitre 1582, un changement à la comptabilisation des actifs d'impôts futurs acquis par suite de regroupements d'entreprises antérieurs doit être comptabilisé au titre de la charge d'impôts sur les bénéfices. Avant l'adoption du chapitre 1582, la diminution correspondante aurait été imputée à l'écart d'acquisition.

Note 19 Investissements dans les filiales (suite)

TRANSACTIONS RÉALISÉES AU COURS DE L'EXERCICE 2009

a) Acquisitions

Il n'y a eu aucune acquisition importante au cours de l'exercice 2009.

b) Cession

Le 20 février 2009, la Société a vendu ses services actuariels moyennant une contrepartie en trésorerie de 3 780 000 \$, moins un ajustement estimatif du fonds de roulement. La Société a reçu 3 565 000 \$ le 27 février 2009. Ces services étaient auparavant inclus dans le secteur d'exploitation Canada. Par suite de l'entente finale, les actifs nets vendus incluaient un écart d'acquisition de 1 499 000 \$, et la transaction a entraîné un gain de 1 494 000 \$.

c) Modifications à la répartition du prix d'acquisition

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2009, la Société a modifié la répartition du prix d'acquisition et a effectué des ajustements liés à certaines acquisitions d'entreprises, ce qui a donné lieu à une diminution nette des créditeurs et charges à payer de 969 000 \$, et à une augmentation nette des passifs d'impôts futurs de 338 000 \$, tandis que l'écart d'acquisition a diminué de 631 000 \$.

Par ailleurs, certains actifs d'impôts futurs non constatés acquis dans le cadre d'acquisitions antérieures ont été constatés au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2009, donnant lieu à une diminution correspondante de l'écart d'acquisition de 19 708 000 \$.

d) Contrepartie du prix d'acquisition

Au cours de l'exercice 2009, la Société a payé le solde du prix d'acquisition d'une entreprise d'un montant de 997 000 \$.

Note 20 Activités abandonnées

Au cours de l'exercice 2008, les résultats relatifs aux services canadiens de règlement et de gestion du risque et aux services actuariels de la Société ont été classés comme activités abandonnées. En juillet 2008, la Société a vendu son unité canadienne de services de règlement et de gestion du risque et, en février 2009, elle a vendu son unité de services actuariels (note 19 b) rubrique transactions réalisées au cours de l'exercice 2009).

Le tableau suivant présente un résumé de l'information financière concernant les activités abandonnées :

| | 2011 | 2010 | 2009 |
|---|------|------|-------|
| | \$ | \$ | \$ |
| Produits | - | - | 2 511 |
| Charges d'exploitation ¹ | - | - | 1 046 |
| Amortissement | - | - | 14 |
| Bénéfice avant impôts sur les bénéfices | - | - | 1 451 |
| Impôt sur les bénéfices ² | - | - | 143 |
| Bénéfice tiré des activités abandonnées | - | - | 1 308 |

¹ Pour l'exercice clos le 30 septembre 2009, les charges d'exploitation provenant des activités abandonnées tiennent compte d'un gain sur cession de 1 494 000 \$.

² La charge d'impôts sur les bénéfices ne présente pas des taux d'impôt proportionnels au bénéfice avant impôts sur les bénéfices, car la vente inclut un écart d'acquisition de 1 499 000 \$ pour l'exercice clos le 30 septembre 2009, ce montant n'ayant aucune valeur fiscale.

Note 20 Activités abandonnées (suite)

Les flux de trésorerie liés aux activités abandonnées s'établissent comme suit :

| | 2011 | 2010 | 2009 |
|--|------|------|------|
| | \$ | \$ | \$ |
| Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation | - | - | 164 |
| Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement | - | - | (3) |
| Total des flux de trésorerie provenant des activités abandonnées | - | - | 161 |

Note 21 Renseignements additionnels sur les coentreprises

La participation de 49 % de la Société dans les activités de sa coentreprise, Innovaposte Inc. (« Innovaposte »), est incluse dans les états financiers consolidés comme suit :

| | 2011 | 2010 | |
|-----------------------|--------|------|--------|
| | \$ | \$ | \$ |
| Bilans | | | |
| Actif à court terme | 44 287 | | 38 148 |
| Actifs à long terme | 2 309 | | 2 992 |
| Passifs à court terme | 17 445 | | 15 609 |
| Passifs à long terme | 994 | | 933 |

| | 2011 | 2010 | 2009 |
|---------------------|--------|--------|---------|
| | \$ | \$ | \$ |
| États des résultats | | | |
| Produits | 98 578 | 91 015 | 101 964 |
| Charges | 85 219 | 79 597 | 88 552 |
| Bénéfice net | 13 359 | 11 418 | 13 412 |

| | 2011 | 2010 | 2009 |
|---|---------|----------|----------|
| | \$ | \$ | \$ |
| États des flux de trésorerie | | | |
| Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) : | | | |
| Activités d'exploitation | 12 630 | 13 763 | 25 542 |
| Activités d'investissement | (572) | (733) | (570) |
| Activités de financement | (9 800) | (12 740) | (12 250) |

Note 22 Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie

a) La variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement s'établit comme suit pour les exercices clos les 30 septembre :

| | 2011 | 2010 | 2009 |
|--|----------|----------|----------|
| | \$ | \$ | \$ |
| Débiteurs | (93 995) | 125 928 | 31 749 |
| Travaux en cours | (39 790) | (59 579) | (22 450) |
| Charges payées d'avance et autres actifs à court terme | 46 176 | 17 933 | 8 399 |
| Créditeurs et charges à payer | 34 683 | (46 810) | (39 255) |
| Rémunération à payer | (1 303) | (74 443) | 38 009 |
| Produits reportés | (3 571) | 22 415 | 15 194 |
| Impôts sur les bénéfices | (34 560) | (8 386) | 25 974 |
| | (92 360) | (22 942) | 57 620 |

b) Les activités d'exploitation, d'investissement et de financement sans effet sur la trésorerie liées aux activités poursuivies s'établissent comme suit pour les exercices clos les 30 septembre :

| | 2011 | 2010 | 2009 |
|---|----------|----------|----------|
| | \$ | \$ | \$ |
| Activités d'exploitation | | | |
| Débiteurs | (326) | (693) | (1 476) |
| Travaux en cours | - | 2 707 | - |
| Charges payées d'avance et autres actifs à court terme | (26 400) | - | - |
| Créditeurs et charges à payer | - | - | (1 817) |
| Produits reportés | - | 3 750 | 4 779 |
| | (26 726) | 5 764 | 1 486 |
| Activités d'investissement | | | |
| Acquisitions d'immobilisations | (36 083) | (42 982) | (27 040) |
| Acquisitions d'actifs incorporels | (15 939) | (23 708) | (4 779) |
| Acquisitions d'autres actifs à long terme | (3 646) | - | - |
| | (55 668) | (66 690) | (31 819) |
| Activités de financement | | | |
| Augmentation des obligations en vertu de contrats de location-acquisition | 28 822 | 38 200 | 27 040 |
| Augmentation des obligations | 53 246 | 22 033 | - |
| Émission d'actions | 326 | 693 | 1 476 |
| Rachat d'actions subalternes classe A | - | - | 1 817 |
| | 82 394 | 60 926 | 30 333 |

c) Les intérêts et les impôts sur les bénéfices payés s'établissent comme suit pour les exercices clos les 30 septembre :

| | 2011 | 2010 | 2009 |
|--------------------------------|---------|---------|--------|
| | \$ | \$ | \$ |
| Intérêts payés | 17 807 | 13 254 | 16 558 |
| Impôts sur les bénéfices payés | 135 433 | 104 724 | 63 125 |

Note 23 Information sectorielle

Auparavant, la direction examinait régulièrement les résultats d'exploitation de la Société dans la perspective de la prestation de services par emplacement géographique, en plus des activités du siège social. Par suite des modifications apportées à la structure de présentation de l'information de gestion le 1^{er} octobre 2010, la Société est maintenant gérée au moyen de quatre secteurs d'exploitation.

Le secteur d'exploitation Services d'infrastructure intègre tous les services fournis aux clients aux fins de la gestion de leur infrastructure technologique. Ce secteur d'exploitation comprend les résultats de ces services à l'échelle mondiale.

Les trois autres secteurs comprennent tous les autres services fournis aux clients selon le modèle de prestation de services par emplacement géographique : le Canada, les États-Unis et Inde, et l'Europe et Asie-Pacifique. Les services ne se limitent pas à l'intégration de systèmes et aux services-conseils, mais peuvent aussi comprendre l'impartition de projets et d'applications, la maintenance et le soutien d'applications ainsi que la gestion des processus d'affaires.

Le tableau ci-après présente de l'information sur les activités de la Société en fonction de sa structure de gestion. La Société a révisé sur une base rétrospective l'information sectorielle des périodes précédentes afin de se conformer à la nouvelle structure d'information sectorielle.

| | 2011 | | | | |
|---|------------------------------|-----------|---------------|-----------------------------|-----------|
| | Services d'infrastructure | Canada | É.-U. et Inde | Europe et Asie-Pacifique | Total |
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Produits sectoriels | 824 847 | 1 858 686 | 2 079 098 | 269 402 | 5 032 033 |
| Élimination des produits intersectoriels | (12 763) | (522 306) | (125 087) | (48 640) | (708 796) |
| Produits | 812 084 | 1 336 380 | 1 954 011 | 220 762 | 4 323 237 |
| Bénéfice tiré des activités poursuivies avant les frais connexes à l'acquisition et coûts d'intégration, les intérêts sur la dette à long terme, le revenu d'intérêts, les autres (revenus) charges et les impôts sur les bénéfices ¹ | 106 902 | 263 700 | 182 840 | 8 510 | 561 952 |
| Frais connexes à l'acquisition et coûts d'intégration | | | | | (3 675) |
| Intérêts sur la dette à long terme | | | | | (19 395) |
| Revenu d'intérêts | | | | | 3 759 |
| Autres revenus | | | | | 3 917 |
| Bénéfice avant impôts sur les bénéfices | | | | | 546 558 |
| Total de l'actif | 543 558 | 1 686 966 | 2 264 958 | 190 061 | 4 685 543 |

¹ Pour l'exercice clos le 30 septembre 2011, l'amortissement inclus dans les résultats des secteurs d'exploitation Services d'infrastructure, Canada, États-Unis et Inde, et Europe et Asie-Pacifique est respectivement de 84 385 000 \$, 53 573 000 \$, 86 686 000 \$ et 3 998 000 \$.

Note 23 Information sectorielle (suite)

2010

| | Services d'infrastructure | Canada | É.-U. et Inde | Europe et Asie-Pacifique | Total |
|---|------------------------------|-----------|---------------|-----------------------------|-----------|
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Produits sectoriels | 872 645 | 1 824 068 | 1 478 017 | 239 548 | 4 414 278 |
| Élimination des produits intersectoriels | (14 690) | (478 623) | (142 222) | (46 626) | (682 161) |
| Produits | 857 955 | 1 345 445 | 1 335 795 | 192 922 | 3 732 117 |
| Bénéfice (perte) tiré(e) des activités poursuivies avant les frais connexes à l'acquisition et les coûts d'intégration, les intérêts sur la dette à long terme, le revenu d'intérêts, les autres (revenus) charges, le gain sur la vente d'immobilisations et les impôts sur les bénéfices ¹ | 89 225 | 259 075 | 166 917 | (3 315) | 511 902 |
| Frais connexes à l'acquisition et coûts d'intégration | | | | | (20 883) |
| Intérêts sur la dette à long terme | | | | | (17 123) |
| Revenu d'intérêts | | | | | 2 419 |
| Autres revenus | | | | | 952 |
| Gain sur la vente d'immobilisations | | | | | 469 |
| Bénéfice avant impôts sur les bénéfices | | | | | 477 736 |
| Total de l'actif | 517 674 | 1 729 239 | 2 193 487 | 166 791 | 4 607 191 |

¹ Pour l'exercice clos le 30 septembre 2010, l'amortissement inclus dans les résultats des secteurs d'exploitation Services d'infrastructure, Canada, États-Unis et Inde, et Europe et Asie-Pacifique était respectivement de 94 056 000 \$, 54 083 000 \$, 64 119 000 \$ et 6 199 000 \$.

2009

| | Services d'infrastructure | Canada | É.-U. et Inde | Europe et Asie-Pacifique | Total |
|---|------------------------------|-----------|---------------|-----------------------------|-----------|
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Produits sectoriels | 949 134 | 1 900 322 | 1 426 673 | 303 764 | 4 579 893 |
| Élimination des produits intersectoriels | (20 237) | (564 867) | (116 580) | (53 048) | (754 732) |
| Produits | 928 897 | 1 335 455 | 1 310 093 | 250 716 | 3 825 161 |
| Bénéfice tiré des activités poursuivies avant les intérêts sur la dette à long terme, le revenu d'intérêts, les autres (revenus) charges et les impôts sur les bénéfices ¹ | 85 720 | 212 546 | 149 015 | 13 460 | 460 741 |
| Intérêts sur la dette à long terme | | | | | (18 960) |
| Revenu d'intérêts | | | | | 2 908 |
| Autres charges | | | | | (3 569) |
| Bénéfice avant impôts sur les bénéfices | | | | | 441 120 |
| Total de l'actif | 645 857 | 1 963 873 | 1 085 179 | 205 001 | 3 899 910 |

¹ Pour l'exercice clos le 30 septembre 2009, l'amortissement inclus dans les résultats des secteurs d'exploitation Services d'infrastructure, Canada, États-Unis et Inde, et Europe et Asie-Pacifique était respectivement de 82 450 000 \$, 45 735 000 \$, 80 368 000 \$ et 8 251 000 \$.

Les conventions comptables de chaque secteur d'exploitation sont identiques à celles décrites à la rubrique sommaire des principales conventions comptables (note 2). Les produits intersectoriels sont évalués de la même manière que si ces produits provenaient de tiers.

Note 23 Information sectorielle (suite)

INFORMATION GÉOGRAPHIQUE

Le tableau ci-après présente l'information sur les immobilisations en fonction de leur emplacement :

| | 2011 | 2010 |
|-----------------|---------|---------|
| | \$ | \$ |
| Immobilisations | | |
| Canada | 164 705 | 161 993 |
| États-Unis | 65 405 | 59 306 |
| Autres | 21 558 | 16 725 |
| | 251 668 | 238 024 |

Le tableau suivant présente les produits en fonction des services selon l'emplacement du client :

| | 2011 | 2010 | 2009 |
|------------|-----------|-----------|-----------|
| | \$ | \$ | \$ |
| Produits | | | |
| Canada | 2 009 936 | 2 043 855 | 2 111 499 |
| États-Unis | 2 042 365 | 1 447 421 | 1 407 644 |
| Autres | 270 936 | 240 841 | 306 018 |
| | 4 323 237 | 3 732 117 | 3 825 161 |

INFORMATION RELATIVE AUX SERVICES

Le tableau suivant présente les produits en fonction des services fournis par la Société :

| | 2011 | 2010 | 2009 |
|--|-----------|-----------|-----------|
| | \$ | \$ | \$ |
| Impartition | | | |
| Technologies de l'information | 2 206 204 | 1 870 804 | 1 817 943 |
| Gestion des processus d'affaires | 749 728 | 412 341 | 405 516 |
| Intégration de systèmes et services-conseils | 1 367 305 | 1 448 972 | 1 601 702 |
| | 4 323 237 | 3 732 117 | 3 825 161 |

RENSEIGNEMENTS SUR LES PRINCIPAUX CLIENTS

Les contrats conclus avec le gouvernement fédéral américain et ses diverses agences ont représenté 1 233 784 000 \$ des produits inclus dans le secteur d'exploitation États-Unis et Inde pour l'exercice clos le 30 septembre 2011 (respectivement 510 786 000 \$ et 394 436 000 \$ pour les exercices clos les 30 septembre 2010 et 2009).

Note 24 Opérations entre apparentés

Dans le cours normal de ses activités, la Société est partie à des contrats conclus avec Innovaposte, une coentreprise, en vertu desquels la Société en est le fournisseur privilégié pour ses besoins en TI. La Société exerce un contrôle conjoint sur les activités d'exploitation, de financement et d'investissement d'Innovaposte en raison de sa participation de 49 %.

Les opérations et les soldes qui en découlent, constatés au prix du marché (valeur d'échange), sont présentés ci-après.

Les produits ont été respectivement de 80 075 000 \$, 81 760 000 \$ et 108 139 000 \$ pour les exercices clos les 30 septembre 2011, 2010 et 2009.

| | 2011 | 2010 |
|---------------------------|-------|-------|
| | \$ | \$ |
| Débiteurs | 4 570 | 681 |
| Travaux en cours | 1 158 | 1 076 |
| Coûts liés à des contrats | 3 713 | 6 210 |
| Produits reportés | 2 985 | 1 012 |

Note 25 Avantages sociaux futurs

En règle générale, la Société n'offre pas de régime de retraite ni d'avantages complémentaires de retraite à ses employés, sauf dans les cas suivants :

- La Société maintient des régimes de retraite à cotisations déterminées principalement pour certains de ses employés en Europe. La charge totale relative à ces régimes pour les exercices clos les 30 septembre 2011, 2010 et 2009 était respectivement de 4 154 000 \$, 5 343 000 \$ et 5 053 000 \$.
- La Société maintient un régime à cotisations déterminées du type 401(k) pour l'ensemble de ses employés situés aux États-Unis. La Société verse des cotisations dans la même proportion que les employés, jusqu'à concurrence de 2 500 \$ US par exercice. Pour les exercices clos les 30 septembre 2011, 2010 et 2009, la Société a versé des cotisations respectivement de 10 469 000 \$, 8 212 000 \$ et 7 557 000 \$.
- La Société maintient deux régimes de rémunération différée non admissibles pour certains membres de la direction aux États-Unis. L'un de ces deux régimes est un régime sans capitalisation, et le passif au titre de rémunération différée non admissible totalisait 1 775 000 \$ au 30 septembre 2011 (2 376 000 \$ au 30 septembre 2010). L'autre régime représente un régime par capitalisation pour lequel une fiducie a été établie afin que les actifs du régime soient distincts; cependant, dans le cas d'une faillite, les actifs sont assujettis aux créanciers ordinaires de la Société. Ces actifs, composés de placements, sont compris dans les autres actifs à long terme et changent de valeur selon les cotisations des employés et les variations de valeur des placements. Le changement de la valeur du passif lié au régime est égal au changement de la valeur des actifs. Les actifs de la fiducie ainsi que les passifs connexes totalisaient 16 452 000 \$ au 30 septembre 2011 (16 318 000 \$ au 30 septembre 2010).
- La société maintient un régime d'avantages postérieurs à l'emploi pour certains des anciens employés retraités de son unité canadienne de gestion des services de règlement et de gestion du risque qui a été vendue. Le passif au titre des avantages postérieurs à l'emploi totalisait 6 966 000 \$ au 30 septembre 2011 (7 008 000 \$ au 30 septembre 2010). La Société évalue son passif au titre des avantages postérieurs à l'emploi au 30 septembre de chaque exercice. Une évaluation actuarielle a été effectuée au 30 septembre 2011 et la prochaine est prévue au 30 septembre 2014.

Note 25 Avantages sociaux futurs (suite)

- La coentreprise de la Société maintient un régime de retraite à prestations déterminées, ainsi qu'un régime complémentaire de retraite à l'intention de ses employés actifs. L'actif au titre des avantages postérieurs à l'emploi totalisait 2 781 000 \$ au 30 septembre 2011 (1 044 000 \$ au 30 septembre 2010). Les actifs des deux régimes sont fondés sur les plus récentes évaluations actuarielles au 30 septembre. Les évaluations actuarielles ont été effectuées respectivement au 31 décembre 2010 et au 1^{er} janvier 2011, et les prochaines sont prévues respectivement au 31 décembre 2013 et au 1^{er} janvier 2013.

Note 26 Engagements, éventualités et garanties

A) ENGAGEMENTS

Au 30 septembre 2011, les engagements de la Société, en vertu de contrats de location-exploitation venant à échéance à diverses dates jusqu'en 2027 et visant principalement la location de locaux et de matériel informatique utilisé dans des contrats d'impartition, totalisaient environ 815 771 000 \$. Les loyers minimaux exigibles pour les cinq prochains exercices et par la suite se présentent comme suit :

| | \$ |
|--------------|---------|
| 2012 | 129 387 |
| 2013 | 114 934 |
| 2014 | 96 946 |
| 2015 | 90 434 |
| 2016 | 76 606 |
| Par la suite | 307 464 |

La Société a conclu des ententes de service à long terme et d'autres ententes représentant un engagement total de 98 391 000 \$. Les paiements minimaux exigibles en vertu de ces ententes pour les cinq prochains exercices s'échelonnent comme suit :

| | \$ |
|------|--------|
| 2012 | 48 547 |
| 2013 | 34 805 |
| 2014 | 9 839 |
| 2015 | 4 420 |
| 2016 | 780 |

B) ÉVENTUALITÉS

De temps à autre, la Société fait l'objet d'un certain nombre de poursuites, de vérifications, de règlements et de litiges dans le cours normal de ses activités. Certaines de ces procédures pourraient entraîner des coûts importants. Même si l'issue de ces questions est difficile à prédire avec certitude, la Société n'a aucune raison de croire que le règlement d'une de ces questions pourrait avoir une incidence importante sur la situation financière de la Société, sur les résultats de son exploitation ou sur son aptitude à poursuivre l'une ou l'autre de ses activités commerciales.

De plus, la Société s'est engagée à fournir des services dans le cadre de contrats avec le gouvernement des États-Unis. Ces contrats sont soumis à des exigences juridiques et réglementaires étendues, et, de temps à autre, des agences du gouvernement américain enquêtent afin de s'assurer que la Société gère ses activités conformément à ces exigences. Généralement, le gouvernement peut modifier la portée de ces contrats ou y mettre fin à sa convenance. L'annulation ou la réduction de la portée d'un grand projet avec le gouvernement pourrait avoir des répercussions négatives importantes sur les résultats d'exploitation et sur la situation financière de la Société.

Note 26 Engagements, éventualités et garanties (suite)

C) GARANTIES

Vente d'actifs et cession d'entreprises

Dans le cadre de la vente d'actifs et de la cession d'entreprises, la Société pourrait devoir dédommager des contreparties par suite de violations de déclarations ou de garanties, d'atteinte aux droits de propriété intellectuelle ou de poursuites intentées contre des contreparties. Bien que certaines ententes précisent une limite de responsabilité globale d'environ 3 733 000 \$, d'autres ne stipulent aucun plafond ni durée limitée. Il est impossible de faire une évaluation raisonnable du montant maximal qui pourrait être versé en vertu de telles garanties. Le versement de ces montants dépend de la réalisation éventuelle d'événements dont la nature et la probabilité ne peuvent pas être déterminées à ce moment-ci. Au 30 septembre 2011, aucun montant n'avait été comptabilisé dans les bilans consolidés pour ces engagements d'indemnisation. La Société estime que l'obligation qui pourrait être engagée en relation avec ces garanties n'aurait pas un effet important sur ses états financiers consolidés.

Autres transactions

Dans le cours normal de ses activités, la Société peut fournir à certains clients, principalement à des entités gouvernementales, des cautionnements de soumission et des garanties de bonne exécution. En règle générale, la Société ne serait responsable des cautionnements de soumission que si elle refusait d'effectuer le travail une fois l'offre de soumission attribuée. La Société serait également responsable des garanties de bonne exécution en cas de défaut de l'exécution de ses engagements. Au 30 septembre 2011, la Société avait engagé un montant total de 43 230 000 \$ dans ces types de cautionnement. À sa connaissance, la Société se conforme à toutes ces garanties, et ce, pour tous les contrats de service pour lesquels il existe de telles garanties, et l'obligation totale, le cas échéant, qui pourrait être assumée en relation avec ces garanties n'aurait pas un effet important sur les résultats consolidés de la Société ni sur sa situation financière.

Par ailleurs, la Société a fourni une garantie de 5 900 000 \$ sur la valeur résiduelle d'une propriété louée, comptabilisée en tant que contrat de location-exploitation, à l'échéance du contrat de location.

Note 27 Instruments financiers

JUSTE VALEUR

Aux 30 septembre 2011 et 2010, la juste valeur estimative des débiteurs, des travaux en cours, de la trésorerie incluse dans les fonds détenus pour des clients, des créiteurs et charges à payer, de la rémunération à payer, de la dette à long terme et des obligations liées aux fonds des clients se rapprochait de leur valeur comptable respective.

La juste valeur des billets de premier rang non garantis et de la facilité de crédit renouvelable non garantie en devise américaine, évaluée en actualisant les flux de trésorerie prévus aux taux actuellement offerts à la Société pour des dettes ayant les mêmes échéances et conditions, était respectivement de 22 236 000 \$ et 855 307 000 \$ au 30 septembre 2011 (respectivement 112 937 000 \$ et 941 396 000 \$ au 30 septembre 2010) par rapport à leur valeur comptable respectivement de 20 647 000 \$ et 859 277 000 \$ (comparativement à respectivement 109 899 000 \$ et 964 223 000 \$ au 30 septembre 2010) (note 11).

Le tableau suivant résume la juste valeur des instruments de couverture en cours :

| | | 2011 | 2010 |
|---|-----------------------------|----------------|---------|
| | Comptabilisée à titre de | \$ | \$ |
| Couverture d'investissements nets dans des filiales étrangères autonomes | | | |
| Dette de 815 000 \$ US désignée comme instrument de couverture de l'investissement net de la Société dans ses filiales aux États-Unis (920 000 \$ US au 30 septembre 2010) | Dette à long terme | 846 703 | 947 416 |
| Dette de 9 000 € désignée comme instrument de couverture de l'investissement net de la Société dans ses filiales en Europe (12 000 € au 30 septembre 2010) | Dette à long terme | 12 574 | 16 807 |
| Couvertures de flux de trésorerie liées aux produits futurs | | | |
| Contrats de change à terme de 76 740 \$ US pour couvrir la variabilité du taux de change prévu entre le dollar américain et le dollar canadien (130 380 \$ US au 30 septembre 2010) | Autres actifs à court terme | 6 497 | 8 918 |
| | Autres actifs à long terme | 5 613 | 11 433 |
| Contrats de change à terme de 45 000 \$ US pour couvrir la variabilité du taux de change prévu entre le dollar américain et la roupie indienne (44 820 \$ US au 30 septembre 2010) | Autres actifs à court terme | 156 | 2 378 |
| | Autres actifs à long terme | 1 | 1 121 |
| | Autres passifs à long terme | 536 | - |
| Contrats de change à terme de 62 220 \$ pour couvrir la variabilité du taux de change prévu entre le dollar canadien et la roupie indienne (89 040 \$ au 30 septembre 2010) | Charges à payer | 2 560 | 1 570 |
| | Autres passifs à long terme | 2 554 | 3 396 |
| Couvertures de flux de trésorerie liée aux billets de premier rang non garantis en devise américaine | | | |
| Contrat de change à terme de 20 000 \$ US (107 000 \$ US au 30 septembre 2010) | Autres actifs à court terme | - | 1 277 |
| | Autres actifs à long terme | 565 | 763 |

La Société estime qu'une tranche d'environ 4 093 000 \$ des gains nets non réalisés cumulés sur l'ensemble des instruments financiers dérivés qui ont été désignés comme couvertures de flux de trésorerie au 30 septembre 2011 sera reclassée en résultat net au cours des 12 prochains mois.

Au cours de l'exercice 2011, les relations de couverture de la Société étaient efficaces.

Note 27 Instruments financiers (suite)

RISQUE DE MARCHÉ (RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT ET RISQUE DE CHANGE)

Le risque de marché englobe plusieurs catégories de risques. La variation des facteurs de risque tels que le risque de taux d'intérêt et le risque de change ont une incidence sur la juste valeur des actifs et passifs financiers.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt sur une tranche de sa dette à long terme (note 11) et n'a actuellement recours à aucun instrument financier qui réduirait ce risque. La Société analyse régulièrement son exposition au risque de taux d'intérêt en utilisant divers scénarios afin de simuler le refinancement ou le renouvellement de positions existantes. D'après ces scénarios, une variation de 1 % du taux d'intérêt n'aurait pas eu une incidence importante sur le bénéfice net et le résultat étendu.

Risque de change

La Société exerce ses activités à l'échelle internationale et est soumise aux risques liés à la fluctuation des taux de change. La Société réduit ce risque principalement grâce à la dette étrangère et aux contrats à terme. La Société a recours à des contrats de change à terme pour couvrir des flux de trésorerie prévus ou des flux de trésorerie contractuels dans d'autres devises que la devise fonctionnelle de ses filiales (note 2). La Société couvre également une tranche de la conversion de l'actif net des établissements autonomes avec des emprunts libellés en dollars canadiens (note 2). Les relations de couverture sont désignées et documentées lors de leur mise en place, et leur efficacité fait l'objet d'appréciations trimestrielles au cours de l'exercice.

La Société est soumise principalement aux risques liés à la fluctuation du dollar américain et de l'euro. Le tableau qui suit présente la sensibilité du bénéfice net et du résultat étendu de la Société à une appréciation de 10 % du dollar américain et de l'euro par rapport au dollar canadien. L'analyse de sensibilité présente l'incidence des instruments financiers libellés en devises et tient compte d'un ajustement de conversion, à la fin de la période, en fonction d'une appréciation de 10 % des taux de change.

| | 2011 | | 2010 | |
|--|-------------------------------|---------------------|-------------------------------|---------------------|
| | Incidence du dollar américain | Incidence de l'euro | Incidence du dollar américain | Incidence de l'euro |
| Augmentation du bénéfice net | 565 | 191 | 381 | 318 |
| (Diminution) augmentation des autres éléments du résultat étendu | (62 887) | 2 383 | (91 165) | 1 690 |

Note 27 Instruments financiers (suite)

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité s'entend du risque que la Société ne soit pas en mesure d'acquitter ses passifs financiers à leur échéance ou ne puisse le faire qu'à des coûts excessifs. La Société finance ses activités en combinant les flux de trésorerie provenant de ses activités d'exploitation, en faisant des prélèvements sur ses facilités de crédit ainsi qu'en émettant des titres de créance et des actions. L'un des objectifs principaux de la direction est de maintenir un niveau optimal de liquidité grâce à une gestion active des actifs, des passifs et des flux de trésorerie.

Le tableau suivant présente la valeur comptable et les échéances contractuelles des portions du capital et des intérêts des principaux passifs financiers. Tous les montants libellés en devises étrangères aux termes d'un contrat sont présentés sous la forme de montants équivalents en dollars canadiens selon le cours du change au comptant de la fin de la période.

| Au 30 septembre 2011 | Valeur comptable | Flux de trésorerie contractuels | Moins de 1 an | De 1 an à 2 ans | De 2 ans à 5 ans | Plus de 5 ans |
|---|-----------------------------|--|--------------------------|----------------------------|-----------------------------|--------------------------|
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Passifs financiers non dérivés | | | | | | |
| Découvert bancaire | 75 538 | 75 538 | 75 538 | - | - | - |
| Créditeurs et charges à payer | 321 745 | 321 745 | 321 745 | - | - | - |
| Rémunération à payer | 189 969 | 189 969 | 189 969 | - | - | - |
| Billets de premier rang non garantis en devise américaine | 20 647 | 23 895 | 1 247 | 1 247 | 21 401 | - |
| Facilité de crédit renouvelable non garantie | 859 277 | 866 560 | 866 560 | - | - | - |
| Obligations remboursables en versements mensuels de capital et intérêts | 58 575 | 62 987 | 15 553 | 15 898 | 30 242 | 1 294 |
| Obligations liées aux fonds des clients | 244 660 | 244 660 | 244 660 | - | - | - |
| Passifs financiers dérivés | | | | | | |
| Couverture de flux de trésorerie liée aux produits futurs | | | | | | |
| Sorties de fonds | 5 650 | 6 237 | 2 675 | 2 423 | 1 139 | - |
| (Entrées de fonds) | (12 267) | (12 535) | (6 772) | (4 972) | (791) | - |
| | 1 763 794 | 1 779 056 | 1 711 175 | 14 596 | 51 991 | 1 294 |

| Au 30 septembre 2010 | Valeur comptable | Flux de trésorerie contractuels | Moins de 1 an | De 1 an à 2 ans | De 2 ans à 5 ans | Plus de 5 ans |
|---|-----------------------------|--|--------------------------|----------------------------|-----------------------------|--------------------------|
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Passifs financiers non dérivés | | | | | | |
| Créditeurs et charges à payer | 304 376 | 304 376 | 304 376 | - | - | - |
| Rémunération à payer | 191 486 | 191 486 | 191 486 | - | - | - |
| Billets de premier rang non garantis en devise américaine | 109 899 | 116 799 | 93 113 | 1 236 | 22 450 | - |
| Facilité de crédit renouvelable non garantie | 964 223 | 977 861 | 9 092 | 968 769 | - | - |
| Obligations remboursables en versements mensuels de capital et intérêts | 22 049 | 23 961 | 6 292 | 5 052 | 11 211 | 1 406 |
| Obligations liées aux fonds des clients | 248 695 | 248 695 | 248 695 | - | - | - |
| Passifs financiers dérivés | | | | | | |
| Couverture de flux de trésorerie liée aux produits futurs | | | | | | |
| Sorties de fonds | 4 966 | 5 562 | 1 637 | 1 740 | 2 185 | - |
| (Entrées de fonds) | (23 850) | (24 658) | (11 447) | (7 323) | (5 888) | - |
| | 1 821 844 | 1 844 082 | 843 244 | 969 474 | 29 958 | 1 406 |

Note 27 Instruments financiers (suite)

Au 30 septembre 2011, la Société détenait de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements à court et à long terme totalisant 183 236 000 \$ (141 020 000 \$ au 30 septembre 2010). Elle disposait également d'un montant de 622 406 000 \$ en vertu de facilités de crédit renouvelables non garanties (note 11) (519 931 000 \$ au 30 septembre 2010), ainsi que de 493 478 000 \$ dans le cadre d'un financement par voie de placement privé (note 11). Les fonds détenus pour des clients, totalisant 247 622 000 \$ (248 695 000 \$ au 30 septembre 2010), couvrent intégralement les obligations liées aux fonds des clients. Compte tenu des liquidités dont la Société dispose, en relation avec le calendrier de paiement des obligations, la direction estime que le risque de liquidité auquel la Société est exposée est faible.

RISQUE DE CRÉDIT

La Société est exposée au risque de crédit, c'est-à-dire le risque qu'un client ne puisse pas régler intégralement les montants à payer à la Société à leur échéance. Les instruments financiers qui pourraient exposer la Société à une concentration du risque de crédit sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements à court terme, les travaux en cours, les débiteurs et les placements à long terme.

Les équivalents de trésorerie comprennent principalement des placements très liquides, comme les dépôts sur le marché monétaire et les dépôts à terme, de même que les acceptations bancaires et les billets de dépôt au porteur émis par de grandes banques (note 3). La Société ne compte pas de papier commercial adossé à des actifs parmi les équivalents de trésorerie qu'elle détient. La Société a déposé les équivalents de trésorerie auprès d'institutions financières de bonne réputation, et la direction juge ainsi que le risque de perte est négligeable.

La Société court un risque de crédit lié aux placements à court et à long terme en raison de l'incapacité éventuelle des emprunteurs à respecter les modalités rattachées à leurs obligations. La Société atténue ce risque en investissant principalement dans des obligations d'État et de sociétés de première qualité notées A ou plus.

La Société a des débiteurs et des travaux en cours provenant de clients issus de diverses industries, dont des agences gouvernementales, le secteur financier, les télécommunications, le secteur manufacturier et les services publics, qui ne sont pas concentrées dans un secteur géographique en particulier. Ces industries peuvent être touchées par des facteurs économiques pouvant avoir une incidence sur les débiteurs. Toutefois, la direction ne croit pas que la Société soit assujettie à un risque de crédit important compte tenu de son bassin vaste et diversifié de clients.

Le tableau ci-dessous présente l'âge des débiteurs en souffrance :

| | 2011 | 2010 |
|---------------------------------------|---------|----------|
| | \$ | \$ |
| En règle | 309 307 | 301 106 |
| En souffrance de 1 à 30 jours | 43 360 | 28 864 |
| En souffrance de 31 à 60 jours | 26 116 | 5 738 |
| En souffrance de 61 à 90 jours | 7 504 | 5 018 |
| En souffrance depuis plus de 90 jours | 14 378 | 20 147 |
| | 400 665 | 360 873 |
| Provision pour créances douteuses | (5 197) | (11 524) |
| | 395 468 | 349 349 |

Note 27 Instruments financiers (suite)

La valeur comptable des débiteurs est réduite par une provision et le montant de la perte est comptabilisé dans les états consolidés des résultats à titre de coûts des services et frais de vente et d'administration. Lorsque le solde d'un débiteur est considéré comme irrécouvrable, il est porté en réduction de la provision pour créances douteuses. Les recouvrements ultérieurs de montants antérieurement radiés sont portés en réduction des coûts des services et frais de vente et d'administration dans les états consolidés des résultats. Dans l'ensemble, la direction ne croit pas qu'une industrie ou une région géographique en soi représente un risque de crédit important pour la Société.

Note 28 Gestion du risque de capital

La Société est exposée à des risques d'importance variée qui pourraient avoir une incidence sur sa capacité d'atteindre ses objectifs stratégiques de croissance. Les objectifs principaux du processus de gestion des risques de la Société visent à s'assurer que les risques sont correctement identifiés et que le capital est suffisant, compte tenu des risques présents.

La Société gère son capital de manière à assurer que les ressources en capital sont adéquates tout en maximisant le rendement pour les actionnaires en optimisant l'équilibre entre la dette et les capitaux propres. Au 30 septembre 2011, le total du capital géré s'élevait à 3 459 735 000 \$ (3 447 527 000 \$ au 30 septembre 2010). Le capital géré de la Société se compose de dette à long terme, incluant la tranche à court terme (note 11), de trésorerie et d'équivalents de trésorerie, déduction faite du découvert bancaire (note 3), de placements à court terme, de placements à long terme et des capitaux propres. La Société structure son capital en fonction de la croissance prévue des affaires et de l'évolution de l'environnement économique. Lorsque les besoins en capitaux sont spécifiés, la direction de la Société propose des transactions en capital au Comité d'audit et de gestion des risques et au conseil d'administration de la Société afin d'obtenir leur approbation. La politique de gestion du risque de capital demeure la même qu'au cours des périodes précédentes.

La Société fait un suivi du capital en révisant diverses mesures financières, incluant les suivantes :

- Dette/capitalisation
- Dette nette/capitalisation
- Dette/BAIIA

La dette représente la dette à long terme, incluant la tranche échéant à moins d'un an. La dette nette, la capitalisation et le BAIIA sont des mesures non conformes aux PCGR. La dette nette représente la dette (incluant l'incidence de la juste valeur des contrats à terme) moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie, déduction faite du découvert bancaire, des placements à court terme et des placements à long terme. La capitalisation est définie par les capitaux propres plus la dette. Le BAIIA est la somme du bénéfice tiré des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices, intérêts sur la dette à long terme et amortissement. La Société croit que les résultats des ratios internes actuels correspondent aux objectifs de la direction en matière de capital.

Note 28 Gestion du risque de capital (suite)

La Société est assujettie à des clauses restrictives imposées par des tiers touchant ses facilités de crédit et ses billets de premier rang non garantis en devise américaine. Pour les facilités de crédit et les billets de premier rang non garantis en devise américaine de 475 000 000 \$ US, les ratios sont :

- Un ratio de levier financier, qui est le ratio de la dette totale sur le BAIIA pour les quatre derniers trimestres.
- Un ratio de couverture des intérêts et des loyers, qui est le ratio de BAIILAL pour les quatre derniers trimestres sur le total des intérêts débiteurs et des frais de location d'exploitation pour la même période. Le BAIILAL est une mesure non conforme aux PCGR et est la somme du BAIIA compte non tenu des loyers et charges locatives.
- Une valeur nette minimale exigée, où les capitaux propres, déduction faite des écarts de conversion inclus dans le cumul des autres éléments du résultat étendu, ne doivent pas être inférieurs à un seuil spécifié.

Les ratios pour les facilités de crédit sont calculés sur une base consolidée, compte non tenu d'Innovaposte, qui est une coentreprise.

Pour les billets de premier rang non garantis en devise américaine de 20 000 000 \$ US, les ratios sont :

- Un ratio de levier financier, qui est le ratio de la dette totale ajustée pour les loyers d'exploitation sur le BAIILAL pour les quatre derniers trimestres.
- Un ratio de couverture des charges fixes, qui est le ratio du BAIILAL sur le total des intérêts débiteurs plus les loyers et charges locatives d'exploitation pour les quatre derniers trimestres.
- Une valeur nette minimale exigée, où les capitaux propres, déduction faite des écarts de conversion inclus dans le cumul des autres éléments du résultat étendu, ne doivent pas être inférieurs à un seuil spécifié.

Les ratios pour les billets de premier rang non garantis en devise américaine sont calculés selon certaines filiales de la Société qui représentent une partie importante des activités consolidées de la Société.

La Société se conforme aux clauses restrictives et fait un suivi continu de celles-ci. Les ratios sont aussi revus par le Comité d'audit et de gestion des risques sur une base trimestrielle. La Société n'est soumise à aucune autre exigence en matière de capital imposée par des tiers.

Note 29 Rapprochement des résultats selon les PCGR du Canada et ceux des États-Unis

Les différences importantes entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis qui touchent les états financiers consolidés de la Société sont les suivantes :

| | 2011 | 2010 | 2009 |
|---|------------------|------------------|------------------|
| | \$ | \$ | \$ |
| Rapprochement du bénéfice net : | | | |
| Bénéfice net – PCGR du Canada | 435 065 | 362 766 | 317 205 |
| Ajustements pour : | | | |
| Rémunération à base d'actions i) | (1 224) | (213) | (3 759) |
| Bons de souscription ii) | - | 863 | 1 404 |
| Reprise sur une provision d'impôts sur les bénéfices iii) | - | - | (517) |
| Autres iv) | 1 284 | (140) | 594 |
| Bénéfice net – PCGR des États-Unis | 435 125 | 363 276 | 314 927 |
| Attribuable : | | | |
| Aux actionnaires du Groupe CGI inc. | 434 869 | 362 896 | 314 188 |
| À la participation ne donnant pas le contrôle | 256 | 380 | 739 |
| Bénéfice de base par action attribuable aux actionnaires du Groupe CGI inc. – PCGR des États-Unis | 1,64 | 1,27 | 1,02 |
| Bénéfice dilué par action attribuable aux actionnaires du Groupe CGI inc. – PCGR des États-Unis | 1,58 | 1,24 | 1,01 |
| Bénéfice net – PCGR des États-Unis | 435 125 | 363 276 | 314 927 |
| Autres éléments du résultat étendu | 176 | (35 756) | 35 434 |
| Résultat étendu – PCGR des États-Unis | 435 301 | 327 520 | 350 361 |
| Attribuable : | | | |
| Aux actionnaires du Groupe CGI inc. | 435 045 | 327 140 | 349 622 |
| À la participation ne donnant pas le contrôle | 256 | 380 | 739 |
| Rapprochement des capitaux propres : | | | |
| Capitaux propres attribuables aux actionnaires du Groupe CGI inc. – PCGR du Canada | 2 346 356 | 2 152 631 | 2 275 254 |
| Ajustements pour : | | | |
| Rémunération à base d'actions ix) | 58 411 | 58 411 | 58 411 |
| Bons de souscription ii) | (7 125) | (7 125) | (7 988) |
| Reprise sur une provision d'impôts sur les bénéfices iii) | (7 969) | (7 969) | (7 969) |
| Rémunération non gagnée v) | (3 694) | (3 694) | (3 694) |
| Coûts d'intégration vi) | (6 606) | (6 606) | (6 606) |
| Écart d'acquisition vii) | 28 078 | 28 078 | 28 078 |
| Impôts sur les bénéfices et ajustement pour modification de convention comptable viii) | 9 715 | 9 715 | 9 715 |
| Autres iv) | (2 121) | (3 405) | (3 265) |
| Capitaux propres attribuables aux actionnaires du Groupe CGI inc. – PCGR des États-Unis | 2 415 045 | 2 220 036 | 2 341 936 |
| Capitaux propres attribuables à la participation ne donnant pas le contrôle – PCGR du Canada et des États-Unis | - | 6 452 | 6 342 |

Note 29 Rapprochement des résultats selon les PCGR du Canada et ceux des États-Unis (suite)

i) Rémunération à base d'actions

La Société émet des options sur actions et des UAR assorties d'une période d'acquisition des droits y rattachés de plus d'un an et de critères de rendement. Selon les PCGR du Canada, le coût de rémunération a été comptabilisé sur une base linéaire puisque les attributions d'options et d'UAR dont les droits sont acquis graduellement ont une durée de vie prévue similaire. Selon les PCGR des États-Unis, la méthode de l'acquisition graduelle des droits est de mise. L'ajustement représente la variation du coût de rémunération entre l'utilisation de la méthode de l'amortissement linéaire et de la méthode d'acquisition graduelle des droits. Cet ajustement n'a pas d'incidence sur les capitaux propres.

ii) Bons de souscription

Selon les PCGR du Canada, la juste valeur des bons de souscription émis relativement à des contrats d'impartition à long terme est comptabilisée dans les coûts liés à des contrats et amortie selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée initiale du contrat. Selon les PCGR des États-Unis, la juste valeur des instruments de capitaux propres émis a été soustraite du produit initial reçu afin de déterminer les produits. Les ajustements pour 2010 et 2009 reflètent la contrepassation de l'amortissement des coûts liés à des contrats, déduction faite des impôts sur les bénéfices, qui est incluse comme une réduction du bénéfice net consolidé selon les PCGR du Canada.

iii) Reprise sur la provision d'impôts sur les bénéfices

Au cours de l'exercice 2009, la Société a effectué une reprise sur provision d'impôts sur les bénéfices non récurrente ayant trait à des ententes finales avec les autorités fiscales et à l'expiration des délais de prescription des passifs d'impôts de l'exercice précédent associés aux acquisitions d'entreprises. La reprise de cette provision a été considérée comme une augmentation du bénéfice consolidé selon les PCGR du Canada. Selon les PCGR des États-Unis, l'ajustement a été imputé à l'écart d'acquisition attribuable à l'acquisition avant l'adoption de l'ASC Topic 805, *Business Combinations*, le 1^{er} octobre 2009.

iv) Capitalisation des actifs incorporels

Le 1^{er} octobre 2008, la Société a adopté le chapitre 3064, « Écarts d'acquisition et actifs incorporels ». Cette norme donne de nouvelles indications concernant les coûts pouvant être capitalisés relativement au développement d'actifs incorporels. Selon les PCGR des États-Unis, aucune modification n'a été apportée aux normes relatives à la capitalisation. Cet ajustement est un des éléments inclus au poste « Autres » et correspond à l'incidence nette des coûts ayant été passés en charges ou capitalisés selon les PCGR du Canada pour lesquels le traitement comptable diffère selon les PCGR des États-Unis. Pour les exercices clos les 30 septembre 2011, 2010 et 2009, l'ajustement au bénéfice net selon les PCGR des États-Unis s'est traduit par une diminution respectivement de 1 060 000 \$, 959 000 \$ et 198 000 \$. Aux 30 septembre 2011, 2010 et 2009, les ajustements aux capitaux propres selon les PCGR des États-Unis ont entraîné une augmentation respectivement de 126 000 \$, 1 186 000 \$ et 2 145 000 \$.

v) Rémunération non gagnée

Selon les PCGR du Canada, antérieurement au 1^{er} juillet 2001, les options sur actions dont les droits y rattachés n'avaient pas été acquis et qui avaient été attribuées à la suite d'un regroupement d'entreprises n'étaient pas comptabilisées. L'ajustement tient compte de la valeur intrinsèque des options sur actions dont les droits y rattachés n'avaient pas été acquis (se reporter au point vii) ci-après), qui, selon les PCGR des États-Unis, aurait été comptabilisée comme une composante distincte des capitaux propres. Cette rémunération non gagnée a été amortie sur une durée approximative de trois ans, ce qui représente la période approximative résiduelle d'acquisition des droits rattachés aux options.

Note 29 Rapprochement des résultats selon les PCGR du Canada et ceux des États-Unis (suite)

vi) Coûts d'intégration

Selon les PCGR du Canada, antérieurement au 1^{er} janvier 2001, certains coûts de restructuration liés à l'acheteur pouvaient être constatés dans la répartition du prix d'acquisition lors de la comptabilisation des regroupements d'entreprises, sous réserve de certaines conditions. Selon les PCGR des États-Unis, seuls les coûts liés directement aux entreprises acquises peuvent être pris en compte dans la répartition du prix d'acquisition. Cet ajustement représente l'imputation au bénéfice net consolidé, déduction faite de l'amortissement de l'écart d'acquisition en 2001, comptabilisé selon les PCGR du Canada et déduction faite des impôts sur les bénéfices.

vii) Écart d'acquisition

L'ajustement des capitaux propres lié à l'écart d'acquisition est principalement attribuable à la différence de la valeur attribuée aux options sur actions attribuées aux employés d'IMRglobal Corp. Selon les PCGR du Canada, la juste valeur des options sur actions en cours dont les droits y rattachés sont acquis est comptabilisée comme partie intégrante du prix d'acquisition à répartir. Selon les PCGR des États-Unis, la juste valeur des options sur actions attribuées à la suite d'une acquisition d'entreprise aurait été comptabilisée, que les droits y rattachés soient acquis ou non. Se reporter au point v) pour une analyse plus approfondie de cet élément.

viii) Impôts sur les bénéfices et ajustement pour modification de convention comptable

Le 1^{er} octobre 1999, la Société a adopté les recommandations du chapitre 3465 du *Manuel de l'ICCA*, « Impôts sur les bénéfices ». Les recommandations du chapitre 3465 sont similaires aux dispositions de l'ASC Topic 740, *Income Taxes*, publié par le FASB. À la suite de la mise en application du chapitre 3465, la Société a comptabilisé un ajustement pour tenir compte de l'écart entre la valeur attribuée et la valeur fiscale des actifs acquis lors d'un regroupement d'entreprises, ce qui s'est traduit par des passifs d'impôts futurs. La Société a comptabilisé ce montant au moyen d'une réduction des bénéfices non répartis, comme partie intégrante de l'ajustement cumulatif. Selon les PCGR des États-Unis, ce montant aurait été inclus à titre d'augmentation de l'écart d'acquisition.

ix) Rémunération à base d'actions

Selon les PCGR du Canada, les coûts de rémunération à base d'actions sont comptabilisés selon la méthode de la juste valeur depuis le 1^{er} octobre 2004. Selon les PCGR des États-Unis, l'ASC Topic 718, *Compensation – Stock Compensation*, ne rend obligatoire l'application de cette norme que pour les exercices ouverts à compter du 15 juin 2005. L'ajustement de l'exercice 2005 représente la charge imputée aux résultats nets consolidés aux fins des PCGR du Canada pour laquelle aucune charge n'était comptabilisée ou exigée selon les PCGR des États-Unis. Depuis le 1^{er} octobre 2005, il n'existe aucune différence entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis en ce qui a trait à la rémunération à base d'actions.

x) Modifications de conventions comptables

Comptabilisation des produits

En octobre 2009, le FASB a publié l'ASU 2009-13, *Multiple Deliverable Revenue Arrangements*, qui est entré en vigueur pour la Société par application prospective aux nouveaux accords conclus ou modifiés significativement à compter du 1^{er} octobre 2010. Les dispositions de cette norme sont semblables à celles du CPN-175 de l'ICCA, *Accords de prestations multiples générateurs de produits* (note 2).

Parallèlement à la publication de l'ASU 2009-13, le FASB a publié l'ASU 2009-14, *Certain Revenue Arrangements that Include Software Elements*, qui est entré en vigueur pour la Société, à la même date, par application prospective. Étant donné qu'il n'existe aucune norme équivalente selon les PCGR du Canada, la Société applique les dispositions des PCGR des États-Unis à cet égard (note 2).

Note 29 Rapprochement des résultats selon les PCGR du Canada et ceux des États-Unis (suite)

L'adoption de ces nouvelles normes comptables n'a eu aucune incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

Regroupements d'entreprises

En décembre 2007, le FASB a publié l'ASC Topic 805, *Business Combinations*, que la Société a adopté en date du 1^{er} octobre 2009 par application prospective aux regroupements d'entreprises. Les dispositions de cette norme sont semblables à celles du chapitre 1582 du Manuel de l'ICCA, « Regroupements d'entreprises » (note 2 b)). En conséquence, il n'y a aucune différence avec les PCGR depuis l'ouverture de l'exercice 2010.

En décembre 2007, le FASB a publié l'ASC Topic 810, *Consolidation*, que la Société a adopté en date du 1^{er} octobre 2009 par application rétrospective. Les dispositions de cette norme sont semblables à celles du chapitre 1601 du Manuel de l'ICCA, « États financiers consolidés », et du chapitre 1602, « Participations ne donnant pas le contrôle » (note 2 b)).